

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française	100 frs
Etranger : Port en sus	

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à Editogo B P 891 — Tél : 37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1976

9 déc. — Décret n° 76-198 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Rome.....	110
9 déc. — Décret n° 76-199 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Rome (Italie)	111
14 déc. — Décret n° 76-200 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du café et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1976-77	111
14 déc. — Décret n° 76-201 relatif à la fermeture de la campagne d'achat des arachides, récolte 1975-76	112
14 déc. — Décret n° 76-203 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton hirsutum et barbadense de la récolte 1976-77	112
29 déc. — Décret n° 76-211 ordonnant la publication de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972	114
Texte de la convention	114
29 déc. — Décret n° 76-212 ordonnant la publication du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972	114
Texte du protocole	116

31 déc. — Décret n° 76-214 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte des palmistes 1977	122
31 déc. — Décret n° 76-215 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1976-77	122
31 déc. — Décret n° 76-216 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte du coprah 1977	123
31 déc. — Décret n° 76-217 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1977 ..	124

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant nomination dans le corps des gradés et gardiens de la paix du cadre spécial de la sûreté nationale et réformes par mesure disciplinaire	124
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1977	
7 janv. — Décision n° 34/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique	125
12 janv. — Décision n° 43/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'office national du tourisme	125
20 janv. — Décision n° 54/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique	125
20 janv. — Décision n° 57/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au titre de participation de l'Etat aux frais de nourriture des étudiants-boursiers de l'école normale supérieure d'Atakpamé	125
26 janv. — Décision n° 67/MFE/F accordant une subvention au profit de la croix rouge togolaise	126

16 janv. — Décision n° 69/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au comité préparatoire technique du festival international de la jeunesse de Libreville	125
3 fév. — Décision n° 124/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au compte des organismes politiques du Togo	125
7 fév. — Décision n° 133/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat exécutif permanent de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports	125
7 fév. — Décision n° 135/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat de l'encyclopédie africaine projet	126
7 fév. — Décision n° 136/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat permanent de la zone 4 des Jeux universitaires Ouest Africains à Cotonou	126

MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1977

2 fév. — Arrêté n° 7-MCIT/DC/DCIP portant fixation du prix de vente des engins à deux roues fabriqués par l'ITOCY	126
Arrêtés portant nominations	127

MINISTRE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Arrêtés portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts, du corps du personnel des douanes, du corps du personnel de l'administration générale, du corps du personnel de l'enseignement, intégrations, admissions dans divers corps de la fonction publique, titularisation, changement de corps, radiation, rappel à l'activité, admission à la retraite et rectificatif à un précédent arrêté portant admission à la retraite	127
---	-----

MINISTRE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté portant nomination	134
---------------------------------	-----

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté interministériel portant nomination de chef de département à l'école nationale des auxiliaires médicaux et décision portant nomination	134
---	-----

MINISTRE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1977

21 janv. — Décision n° 10-MP/DGPD/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme à l'office national du tourisme à Lomé	134
26 janv. — Décision n° 11-MP/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à l'office national des produits vivriers (TOGOGRAIN)	134
1 ^{er} fév. — Décision n° 13-MP/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à la société togolaise de marbrerie et de matériaux (SOTOMA)	134
1 ^{er} fév. — Décision n° 15-MP/DGPD/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit de la confédération nationale des travailleurs du Togo (C.N.T.T.)	134

DIVERS

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décisions portant admission en stage de militaires togolais	135
---	-----

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant expulsion et dissolution d'associations (Unions Adja-Tado et Alliance Adja)	135
---	-----

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1977

7 fév. — Arrêté n° 40/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lima Dovi	136
7 fév. — Arrêté n° 41-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sogoyou Békéi Kpatcha	136

7 fév. — Arrêté n° 42-MFE/CR portant modificatif à l'arrêté n° 367-MFE/CR du 6 novembre 1974 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Coudakpo (Christophe)	136
7 fév. — Arrêté n° 45-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Messan Tétévi Bénissan	136
7 fév. — Arrêté n° 47-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kogbe Kwami (Benoit)	136
7 fév. — Arrêté n° 49-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kouvahé Agbénigan (Marc)	137
7 fév. — Arrêté n° 50-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nawanou Kokou Awanou	137
7 fév. — Arrêté n° 53-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yoholou Amégbo (André)	137
7 fév. — Arrêté n° 54-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Badohoun Akakpo (André)	137
7 fév. — Arrêté n° 56-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Noglo Kwadzo	138
Arrêtés portant concession d'une parcelle de terrain domanial et approbation de rôles	138

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers	140
--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 76-198 du 9 décembre 1976 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à ROME.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

DECRETE :

Article premier — Il est créé à Rome (Italie) un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **journal officiel** de la République.

Lomé, le 9 décembre 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 76-199 du 9 décembre 1976 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à ROME (ITALIE).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 16 des 14 janvier et 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 76-198 du 9-12-76 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Rome (Italie) ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères,

DECRETE :

Article premier — M. Bruni Sakraischik est nommé consul honoraire de la République togolaise à Rome avec juridiction sur tout le territoire de la ville de Rome.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 9 décembre 1976

Gal d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 76-200 du 14 décembre 1976 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du café et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1976/77.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du café de la récolte 1976-77 est fixée au 6 décembre 1976.

Art. 2. — Les prix d'achat au producteur de ladite récolte sont fixés comme suit pour les différentes variétés de café en tous points de traite :

Café Robusta Niaouli : 125 frcs le kilogramme

Café Arabica : 145 frcs le kilogramme.

Art. 3 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo sont fixées à 147.173 francs CFA la tonne pour le Robusta-Niaouli et à 166.361 francs CFA la tonne pour l'Arabica.

Art. 4. — La date de la commercialisation des cafés triages sera fixée ultérieurement.

Art. 5. — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé :	2.000 francs la tonne
Région d'Akposso Nord :	1.300 francs la tonne
Région d'Akposso Plateau :	1.300 francs la tonne
Canton d'Akébou :	1.300 francs la tonne
Région de Pagala :	1.300 francs la tonne
Région de Danyi :	1.500 francs la tonne

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art 6. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 14 décembre 1976

Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE

Barème café Robusta-Niaouli 1976/77

	Francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur	125.000
1) Commission acheteur produit	1.800
2) Manutention, loyer magasin acheteur produit	425
3) Transport au centre de collecte	425
	4.225
Valeur nu-basculé centre de collecte	129.225
4) Manutention, loyer magasin acheteur agréé	1.317
5) Transport Lomé	1.350
	2.667
Valeur nu-basculé Lomé	131.892
6) Passage au catador y compris déchets	1.760
7) Calibrage	1.650
8) Sacherie 16 2/3 à 56	933
9) Amortissement de sac 10%	93
10) Entrée et sortie magasin	606
11) Loyer magasin Lomé	300
12 Financement 9% 2 mois V.L.M.	2.143
13 Frais généraux fixes	3.509
	10.994
Valeur loco-magasin Lomé	142.886
14) Commission acheteur agréé 3% V.L.M.	4.287
Valeur à Facturer à l'OPAT	147.173

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE**Barème Café Arabica 1976/77****Francs cfa la tonne****Prix d'achat au producteur** 145.000

1) Commission acheteur produit 1.800

2) Manutention, loyer magasin
acheteur produit 4253) Transport au centre de col-
lecte 2.000

4.225

Valeur nu-basculé centre de collecte 149.2254) Manutention, loyer magasin
acheteur agréé 1.317

5) Transport Lomé 1.350

2.667

Valeur nu-basculé Lomé 151.8926) Passage au catador y com-
pris déchets 1.760

7) Sacherie 16 2/3 à 56 933

8) Amortissement de sac 10% .. 93

9) Entrée et sortie magasin 606

10) Loyer magasin Lomé 300

11) Financement 9% 2 mois
V.L.M. 2.423

12) Frais généraux fixes 3.509

9.624

Valeur loco-magasin Lomé 161.51613) Commission acheteur agréé
(3% V.L.M.) 4.845**Valeur à facturer à l'OPAT** 166.361**DECRET N° 76-201 du 14 décembre 1976 relatif à la fermeture de la campagne d'achat des arachides, récolte 1975-76.****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 75-223 du 10 novembre 1975 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte d'arachide 1975-76 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1975-76 est fixée au 11 décembre 1976.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, cha-

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 14 décembre 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 76-203 du 14 décembre 1976 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton Hirsutum et Barbadiense de la récolte 1976-77.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce, de l'industrie et des transports, du ministre du développement rural et du ministre de l'équipement rural ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 74-67 du 27 mars 1974 portant création et approbation des statuts, de la société togolaise du coton ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne cotonnière 1976-77 sont fixées comme suit pour les différentes variétés de coton :

— **COTON HIRSUTUM (ALLEN ET BOU)** : Ouverture 15 décembre 1976 pour la région des Savanes, de la Kara et Centrale ;

26 janvier 1977 pour la région des Plateau et la région maritime.

Fermeture 31 mai 1977 pour toutes les régions.

— **COTON BARBADENSE (MONO)** : Ouverture 15 janvier 1977 pour toutes les régions.

Fermeture 31 mai 1977 pour toutes les régions.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur tous marchés sont les suivants :

— **COTON HIRSUTUM** : 1^{re} qualité : 50 frs le kilogramme

2^e qualité : 40 frs le kilogramme

— **COTON BARBADENSE** : 1^{re} qualité : 44 frs le kilogramme

2^e qualité : 34 frs le kilogramme.

Art. 3 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont fixées à :

— **COTON HIRSUTUM** : 1^{re} qualité : 66.361 frs CFA la tonne

2^e qualité : 56.227 frs CFA la tonne.

— **COTON BARBADENSE (MONO)** : 1^{re} qualité : 60.281 frs CFA la tonne

2^e qualité : 50.147 frs CFA la tonne.

Art. 4. — Les frais de traitement des champs de coton Hirsutum seront remboursés par les cultivateurs ayant bénéficié de ces traitements.

Art 5. — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera à SOTOCO sont fixés comme suit :

Région des Savanes : 7.500 frcs CFA la tonne
 Région de la Kara : 5.000 frcs CFA la tonne
 Région de Bassar : 4.500 frcs CFA la tonne
 Région de Tchaoudjo : 2.500 frcs CFA la tonne
 Région de l'Est-Mono : 700 frcs CFA la tonne
 Région de Kloto : 700 frcs CFA la tonne
 Région de Tabligbo : 700 frcs CFA la tonne
 Région de Tado : 700 frcs CFA la tonne

Région de Notsé : 700 frcs CFA la tonne valables pour le coton livré à Atakpamé.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6 — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 14 décembre 1976

Général d'Armée G. Eyadéma

BAREME COTON HIRSUTUM 1976/77

	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Prix d'achat au producteur	50.000 F/T	40.000 F/T
Valeur de cession à l'usine	66.361 F/T	56.227 F/T

BAREME COTON BARBADENSE (MONO) 1976/77

	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Prix d'achat au producteur	44.000 F/T	34.000 F/T
Valeur de cession à l'usine	60.281 F/T	50.147 F/T

CAMPAGNE D'ACHAT DU COTON BAREME COTON HIRSUTUM 1976/77

	Francs cfa la tonne	
	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	50.000	40.000
1 Commission, manutention loyer magasin acheteur produit	1.700	
2 Transport lieu d'achat à l'usine d'égrenage forfait (transport assuré par SOTOCO)	2.000	
3 Déchargement à l'usine d'égrenage (opération faite par les usiniers)	406	
4 Manutention, loyer magasin acheteur agréé ..	700	
	4.806	

Valeur nu-usine coton brut 54.806 44.806

5 Participation OPAT pour production SOTOCO ..	8.000
6 Financement 8% 2 mois (CNCA - SOTOCO) :	
54.806 + 8.000 + 1.300	855
44.806 + 8.000 + 1.300	721
7 Frais généraux acheteur agréé	1.300
8 Commission acheteur agréé	1.200
9 Usure sacherie pour semence	200

11.555 et 11.421

Valeur de cession à l'usine ... 66.361 56.227

BAREME COTON BARBADENSE (MONO) 1976/77

	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Prix d'achat au producteur	44.000 F/T	34.000 F/T
Valeur de cession à l'usine	60.281 F/T	50.147 F/T

BAREME DES FRAIS COTON FIBRE

RECOLTE 1976/77

1°) — Egrenage — Emballage ..	22.000 F/Tonne
2°) — Transport usine à gare et chargement	1.069 F/Tonne
3°) — Transport chemin de fer (y compris voie locale)	2.206 F/Tonne
	25 275 F/Tonne
FRAIS A FACTURER A L'OPAT	25 275 F/Tonne

BAREME GRAINES DE COTON 1976/77

FRANCS CFA LA TONNE

1°) — Mise en sacs usine	304
2°) — Chargement camion et wagon	376
3°) — Transport ATAKPAME — LOME (y compris voie locale)	1.490
4°) — Emballage 16,66 à 65	1.083
5°) — Frais généraux	1.210
	4.463
FRAIS A FACTURER A L'OPAT	4.463

DECRET N° 76-211 du 29 décembre 1976 ordonnant la publication de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 21 du 18 juin 1976 autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction signée à Washington le 10 avril 1972 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Washington le 10 avril 1972 et dont les instruments de ratifications ont été déposés le 10 novembre 1976, sera publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République.

Lomé, le 29 décembre 1976

Général d'Armée G. Eyadéma

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT, DE LA FABRICATION ET DU STOCKAGE DES ARMES BACTERIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES) OU A TOXINES ET SUR LEUR DESTRUCTION

Lés Etats parties à la présente Convention,

Résolus à travailler en vue de la réalisation de progrès effectifs sur la voie du désarmement général et complet, y compris l'interdiction et la suppression de tous les types d'armes de destruction massive, et étant convaincus que l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques), ainsi que leur destruction, par des mesures efficaces, contribueront à la réalisation du désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.

Reconnaissant la grande importance du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques signé à Genève le 17 juin 1925, ainsi que le rôle que ledit Protocole a joué et continue de jouer en atténuant les horreurs de la guerre,

Réaffirmant leur fidélité aux principes et aux objectifs de ce Protocole et invitant tous les Etats à s'y conformer strictement,

Rappelant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a condamné à plusieurs reprises tous les actes contraires aux principes et aux objectifs du Protocole de Genève du 17 juin 1925,

Désireux de contribuer à accroître la confiance entre les peuples et à assainir en général l'atmosphère internationale,

Désireux de contribuer à la réalisation des buts et des principes de la Charte des Nations Unies,

Convaincus de l'importance et de l'urgence d'exclure des arsenaux des Etats, par des mesures efficaces, des armes de destruction massive aussi dangereuses que celles comportant l'utilisation d'agents chimiques ou bactériologiques (biologiques),

Reconnaissant qu'une entente sur l'interdiction des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines représente une première étape possible vers la réalisation d'un accord sur des mesures efficaces tendant à interdire également la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques, et étant résolus à poursuivre des négociations à cet effet,

Résolus, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, à exclure totalement la possibilité de voir des agents bactériologiques (biologiques) ou des toxines être utilisés en tant qu'armes.

Convaincus que la conscience de l'humanité réprouverait l'emploi de telles méthodes et qu'aucun effort ne doit être épargné pour amoindrir ce risque,

Sont convaincus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne jamais, et en aucune circonstance, mettre au point, fabriquer, stocker, ni acquérir d'une manière ou d'une autre ni conserver :

1) des agents microbiologiques ou autres agents biologiques ainsi que des toxines, quels qu'en soient l'origine ou le mode de production, de types et en quantités qui ne sont pas destinés à des fins prophylactiques, de protection ou à d'autres fins pacifiques ;

2) des armes, de l'équipement ou des vecteurs destinés à l'emploi de tels agents ou toxines à des fins hostiles ou dans des conflits armés.

ARTICLE II

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à détruire ou à convertir à des fins pacifiques' aussi rapidement que possible et en tout cas pas plus que neuf mois après l'entrée en vigueur de la Convention, tous les agents, toxines, armes, équipements et vecteurs dont il est question dans l'article premier de la Convention qui se trouvent en sa possession ou sous sa juridiction ou son contrôle. Lors de l'exécution des dispositions du présent article, il y aura lieu de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires pour protéger les populations et l'environnement.

ARTICLE III

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne transférer à qui que ce soit, ni directement, ni indirectement, l'un quelconque des agents, toxines, armes, équipements ou vecteurs dont il est question dans l'article premier de la Convention et à ne pas aider, encourager ou inciter

de quelque manière que ce soit un Etat, un groupe d'Etats ou une organisation internationale à fabriquer ou à acquérir de toute autre façon l'un quelconque desdits agents, toxines, armes, équipements ou vecteurs.

ARTICLE IV

Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à prendre, selon les procédures prévues par sa constitution, les mesures nécessaires pour interdire et empêcher la mise au point, la fabrication, le stockage, l'acquisition ou la conservation des agents, des toxines, des armes, de l'équipement et des vecteurs dont il est question dans l'article premier de la Convention, sur le territoire d'un tel Etat ou sous sa juridiction ou sous son contrôle en quelque lieu que ce soit.

ARTICLE V

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à se consulter et à coopérer entre eux pour résoudre tous problèmes qui pourraient éventuellement surgir quant à l'objectif de la Convention ou quant à l'application de ses dispositions. Les consultations et la coopération prévues dans le présent article pourront également être entreprises au moyen de procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à sa Charte.

ARTICLE V

I. — Chaque Etat partie à la Convention qui constate qu'une autre partie agit en violation des obligations découlant des dispositions de la Convention peut déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Cette plainte doit fournir toutes les preuves possibles de son bien-fondé et comporter la demande de son examen par le Conseil de sécurité.

2. — Chaque Etat partie à la présente convention s'engage à coopérer à toute enquête que peut entreprendre le conseil de sécurité conformément aux dispositions de la charte des Nations Unies à la suite d'une plainte par lui reçue. Le Conseil de sécurité fait connaître aux Etats parties à la Convention les résultats de l'enquête.

ARTICLE VII

Chaque Etat partie à la Convention s'engage à fournir une assistance, conformément à la Charte des Nations Unies, à toute partie à la Convention qui en fait la demande, si le Conseil de sécurité décide que cette partie a été exposée à un danger par suite d'une violation de la Convention, ou à faciliter l'assistance fournie à ladite partie.

ARTICLE VIII

Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme restreignant ou amenuisant de quelque façon que ce soit les engagements assumés par n'importe quel Etat en vertu du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925.

ARTICLE IX

Chaque Etat partie à la présente Convention affirme l'objectif reconnu d'une interdiction efficace des armes chimiques et, à cet effet, s'engage à poursuivre, dans un esprit de bonne volonté, des négociations afin de parvenir, à une date rapprochée, à un accord sur des mesures efficaces en vue d'une interdiction de leur mise au point, de leur fabrication et de leur stockage et en vue de leur destruction, et sur des mesures appropriées concernant l'équipement et les vecteurs spécialement destinés à la fabrication ou à l'emploi d'agents chimiques à des fins d'armement.

ARTICLE X

1. — Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et techniques ayant un rapport avec l'emploi d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines à des fins pacifiques et ont le droit de participer à cet échange. Les parties à la Convention qui sont en mesure de le faire coopéreront également en apportant, individuellement ou en commun, avec d'autres Etats ou des organisations internationales, leur concours à l'extension future et à l'application des découvertes scientifiques dans le domaine de la bactériologie (biologie), en vue de la prévention des maladies ou à d'autres fins pacifiques.

2. — La présente Convention sera appliquée de façon à éviter toute entrave au développement économique ou technique des Etats parties à la Convention ou à la coopération internationale dans le domaine des activités bactériologiques (biologiques) pacifiques, y compris l'échange international d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines, ainsi que de matériels servant à la mise au point, à l'emploi ou à la production d'agents bactériologiques (biologiques) et de toxines à des fins pacifiques conformément aux dispositions de la Convention.

ARTICLE XI

Tout Etat partie peut proposer des amendements à la présente Convention. Ces amendements entreront en vigueur à l'égard de tout Etat partie qui les aura acceptés, dès leur acceptation par la majorité des Etats parties à la Convention et, par la suite, à l'égard de chacun des autres Etats parties, à la date à laquelle cet Etat les aura acceptés.

ARTICLE XII

Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou avant cette date si une majorité des parties à la Convention le demande soumettant une proposition à cet effet aux gouvernements dépositaires, une conférence des Etats parties à la Convention aura lieu à Genève (Suisse), afin d'examiner le fonctionnement de la Convention, en vue de s'assurer que les objectifs énoncés dans le préambule et les dispositions de la Convention, y compris celles relatives aux négociations sur les armes chimiques, sont en voie de réalisation. A l'occasion de cet examen, il sera tenu compte de toutes les nouvelles réalisations scientifiques et techniques qui ont un rapport avec la Convention.

ARTICLE XIII

1. — La présente Convention est conclue pour une durée illimitée.

2. — Chaque Etat partie à la présente Convention, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, le droit de se retirer de la Convention s'il estime que des événements extraordinaires, touchant l'objet de la présente Convention, ont mis en péril les intérêts supérieurs du pays. Il notifiera ce retrait à tous les autres Etats parties à la présente Convention et au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies avec un préavis de trois mois. Il indiquera dans cette notification les événements extraordinaires qu'il considère comme ayant mis en péril ses intérêts supérieurs.

ARTICLE XIV

1. — La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. — La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui sont par les présentes désignés comme étant les gouvernements dépositaires.

3. — La présente convention entrera en vigueur lorsque vingt-deux gouvernements, y compris les gouvernements qui sont désignés comme étant les gouvernements dépositaires de la Convention, auront déposé leurs instruments de ratification.

4. — Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. — Les gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, ainsi que de la réception de toute autre communication.

6. — La présente Convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XV

La présente Convention, dont les textes anglais, russe, français, espagnol et chinois font également foi, sera déposée dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies dûment certifiées de la Convention seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé la Convention ou qui y auront adhéré.

DECRET N° 76-212 du 29 décembre 1976 ordonnant la publication du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 22 du 18 juin 1976 autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants de 1961, signé à Genève le 25 mars 1972 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 10 novembre 1976, sera publié au Journal officiel de la République.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République.

Lomé, le 29 décembre 1976

Général d'Armée G. Eyadéma

**PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT
DE LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPEFIANTS
DE 1961, SIGNE A VIENNE LE 25 MARS 1972**

PREAMBULE

Les Parties au présent Protocole,

Considérant les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, faite à New-York le 30 mars 1961 (ci-après dénommée la Convention unique),

Souhaitant modifier la Convention unique,
Sont convenues de ce qui suit :

Article premier — Amendements à l'article 2, paragraphes 4, 6 et 7 de la Convention unique

L'article 2, paragraphes 4, 6 et 7 de la Convention unique sera modifié comme suit :

4. Les préparations du Tableau III sont soumises aux mêmes mesures de contrôle que les préparations qui contiennent des stupéfiants du Tableau II. Toutefois, les paragraphes 1 b, et 3 à 15 de l'article 31 et, en ce qui concerne leur acquisition et leur délivrance au détail, l'alinéa b de l'article 34, ne seront pas nécessairement appliqués, et aux fins des évaluations (article 19) et des statistiques (article 20), les renseignements demandés seront limités aux quantités de stupéfiants utilisées dans la fabrication desdites préparations.

6. En plus des mesures de contrôle applicables à tous les stupéfiants du Tableau I, l'opium est soumis aux dispositions de l'article 19, paragraphe 1, alinéa f, et des articles 21 bis, 23 et 24, la feuille de coca aux dispositions des articles 26 et 27 et le cannabis aux dispositions de l'article 28.

7. Le pavot à opium, le cocaïer, la plante de cannabis la paille de pavot et les feuilles de cannabis sont soumis aux mesures de contrôle prévues respectivement à l'article 19,

paragraphe 1, alinéa e, à l'article 20, paragraphe 1, alinéa g, à l'article 21 bis et aux articles 22 à 24; 22, 26 et 27, 22 et 28, 25 et 28.

Article 2 — Amendements au titre de l'article 9 de la Convention unique et au paragraphe 1 et insertion de nouveaux paragraphes 4 et 5

Le titre de l'article 9 de la Convention unique sera modifié comme suit :

COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DE L'ORGANE

L'article 9, paragraphe I de la Convention unique sera modifié comme suit :

1. L'Organe se compose de treize membres élus par le Conseil ainsi qu'il suit :

(a) Trois membres ayant l'expérience de la médecine, de la pharmacologie ou de la pharmacie et choisis sur une liste d'au moins cinq personnes désignées par l'Organisation mondiale de la santé, et

(b) Dix membres choisis sur une liste de personnes désignées par les membres de l'Organisation des Nations Unies et par les parties qui n'en sont pas membres.

Les nouveaux paragraphes 4 et 5 ci-après seront insérés après le paragraphe 3 de l'article 9 de la convention unique :

4. Sans préjudice des autres dispositions de la présente Convention, l'Organe, agissant en coopération avec les Gouvernements, s'efforcera de limiter la culture, la production, la fabrication et l'usage des stupéfiants aux montants requis à des fins médicales et scientifiques, de faire en sorte qu'il y soit satisfait et d'empêcher la culture, la production, la fabrication, le trafic et l'usage illicites des stupéfiants.

5. Les mesures prises par l'Organe en application de la présente Convention seront toujours celles qui seront les plus propres à servir la coopération des gouvernements avec l'Organe et à rendre possible un dialogue permanent entre les gouvernements et l'Organe, de manière à aider et à faciliter toute action efficace des gouvernements en vue d'atteindre les buts de la présente Convention.

Article 3 — Amendements à l'article 10, paragraphes 1 et 4 de la Convention unique

L'article 10, paragraphes 1 et 4 de la Convention unique sera modifié comme suit :

1. Les membres de l'Organe sont élus pour cinq ans et ils sont rééligibles.

4. Le Conseil peut, sur la recommandation de l'Organe, révoquer un membre de l'Organe qui ne remplit plus les conditions requises au paragraphe 2 de l'article 9. Cette recommandation doit être formulée par un vote affirmatif de neuf membres de l'Organe.

Article 4 — Amendement à l'article 11, paragraphe 3 de la Convention unique

L'article 11, paragraphe 3 de la Convention unique sera modifié comme suit :

3. Le quorum indispensable pour les réunions de l'Organe est de huit membres

Article 5 — Amendement à l'article 12, paragraphe 5 de la Convention unique :

L'article 12, paragraphe 5 de la convention unique sera modifié comme suit :

5. En vue de limiter l'usage et la distribution des stupéfiants aux montants requis à des fins médicales et scientifiques et de faire en sorte qu'il y soit satisfait, l'Organe confirmera dans le plus bref délai possible les évaluations, y compris les évaluations supplémentaires; il pourra aussi les modifier avec le consentement du gouvernement intéressé. En cas de désaccord entre le gouvernement et l'Organe, ce dernier aura le droit d'établir, de communiquer et de publier ses propres évaluations, y compris les évaluations supplémentaires.

Article 6 — Amendements à l'article 14, paragraphes 1 et 2 de la Convention unique.

L'article 14, paragraphes 1 et 2 de la convention unique sera modifié comme suit :

1. a) Si, après examen des renseignements adressés à l'Organe par le gouvernement conformément aux dispositions de la présente Convention ou des renseignements communiqués par des organes des Nations Unies ou par des institutions spécialisées ou, à condition qu'elles soient agréées par la Commission sur la recommandation de l'Organe, soit par d'autres organisations intergouvernementales, soit par des organisations internationales non gouvernementales qui ont une compétence directe en la matière et qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en vertu de l'article 71 de la Charte des Nations Unies ou qui jouissent d'un statut analogue par accord spécial avec le Conseil, l'Organe a des raisons objectives de croire que le but de la présente Convention sont sérieusement compromis du fait qu'une partie ou un pays ou territoire manque d'exécuter les dispositions de la présente Convention, l'Organe a le droit de proposer d'entrer en consultation avec le gouvernement intéressé ou de lui demander des explications. Si, sans qu'il ait manqué d'exécuter les dispositions de la présente convention, une partie ou un pays ou territoire est devenu un centre important de culture, de production, de fabrication, de trafic ou de consommation illicites de stupéfiants ou qu'il existe manifestement un grave risque qu'il le devienne l'Organe a le droit de proposer d'entrer en consultation avec le gouvernement intéressé. Sous réserve du droit qu'il possède d'appeler l'attention des parties et du Conseil et de la Commission sur la question, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa d ci-dessous, l'Organe considérera comme confidentielles une demande de renseignement et une explication fournie par un gouvernement ou une proposition de consultations et les consultations tenues avec un gouvernement en vertu des dispositions du présent alinéa.

b) Après avoir agi conformément à l'alinéa a ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge nécessaire de le faire, demander au gouvernement intéressé de prendre les mesures correctives qui, en raison des circonstances, peuvent paraître nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention.

c) L'Organe peut, s'il le juge nécessaire pour élucider une question visée à l'alinéa a ci-dessus, proposer au gouvernement intéressé de faire entreprendre une étude de celle-ci, sur son territoire, de la manière que ce dernier juge appropriée. Si le gouvernement intéressé décide d'entreprendre cette étude, il peut prier l'Organe de fournir des moyens techniques et les services d'une ou plusieurs personnes possédant les qualifications requises pour assister les agents du

gouvernement dans l'étude en question. La ou les personnes que l'Organe se propose de mettre à la disposition du gouvernement seront soumises à l'agrément de ce dernier. Les modalités de l'étude et le délai dans lequel elle doit être achevée seront arrêtés par voie de consultation entre le gouvernement et l'Organe. Le gouvernement transmettra à l'Organe les résultats de l'étude et indiquera les mesures correctives qu'il juge nécessaires de prendre.

d) Si l'Organe constate que le gouvernement intéressé a manqué de donner des explications satisfaisantes lorsqu'il a été invité à le faire conformément à l'alinéa a ci-dessus, ou a négligé d'adopter toute mesure corrective qu'il a été invité à prendre conformément à l'alinéa b ci-dessus, ou qu'il existe une situation grave exigeant des mesures de coopération internationale en vue d'y remédier, il peut appeler l'attention des parties, du Conseil et de la Commission sur la question.

L'Organe agira ainsi si les buts de la présente Convention sont sérieusement compromis et s'il n'a pas été possible de résoudre autrement la question de façon satisfaisante. Il agira de la même manière s'il constate qu'il existe une situation grave qui requiert des mesures de coopération internationale et s'il considère qu'en vue de remédier à cette situation, attirer l'attention des Parties, du Conseil et de la Commission est le moyen le plus approprié de faciliter une telle coopération ; après examen des rapports établis par l'Organe, et éventuellement par la Commission, le Conseil peut appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la question.

2. Lorsqu'il appelle l'attention des parties, du Conseil et de la Commission sur une question conformément à l'alinéa d du paragraphe 1 ci-dessus, l'Organe peut, s'il juge une telle mesure nécessaire, recommander aux Parties d'arrêter l'importation de stupéfiants en provenance du pays intéressé ou l'exportation de stupéfiants à destination de ce pays ou territoire, ou, à la fois, l'importation et l'exportation, soit pour une période déterminée, soit jusqu'à ce que la situation dans ce pays ou territoire lui donne satisfaction. L'Etat intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil.

Article 7 — Nouvel article 14 bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 14 de la Convention unique

Article 14 bis. Assistance technique et financière

Dans les cas où il le juge approprié, l'Organe, agissant en accord avec le gouvernement intéressé, peut, soit parallèlement soit aux lieux et places des mesures énoncées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 14, recommander aux organes compétents des Nations Unies et aux institutions spécialisées qu'une assistance technique ou financière, ou l'une et l'autre à la fois, soit fournie audit gouvernement afin d'appuyer ses efforts pour s'acquitter de ses obligations découlant de la présente Convention, en particulier celles qui sont stipulées ou mentionnées aux articles 2, 35, 38 et 38 bis.

Article 8 — Amendement à l'article 16 de la Convention unique.

L'article 16 de la Convention unique sera modifié comme suit :

Les services de secrétariat de la Commission et de l'Organe seront fournis par le Secrétaire général. Toutefois, le Secrétaire de l'Organe sera nommé par le Secrétaire général en consultation avec l'Organe.

Article 9 — Amendement à l'article 19, paragraphes 1, 2 et 5 de la Convention unique

L'article 19, paragraphes 1, 2 et 5 de la Convention unique sera modifié comme suit :

1 — Les Parties adresseront à l'Organe, chaque année et pour chacun de leurs territoires, de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des évaluations ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe.

a) Les quantités de stupéfiants qui seront consommées à des fins médicales et scientifiques ;

b) Les quantités de stupéfiants qui seront utilisées pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du Tableau III et de substances non visées par la présente Convention ;

c) Les quantités de stupéfiants qui seront en stock au 31 décembre de l'année à laquelle les évaluations se rapportent ;

d) Les quantités de stupéfiants qu'il est nécessaire d'ajouter aux stocks spéciaux ;

e) La superficie (en hectares) et l'emplacement géographique des terres qui seront consacrées à la culture du pavot à opium ;

f) La quantité approximative d'opium qui sera produite ;

g) Le nombre des établissements industriels qui fabriqueront des stupéfiants synthétiques ; et

h) Les quantités de stupéfiants synthétiques qui seront fabriquées par chacun des établissements mentionnés à l'alinéa précédent.

2 — a) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le total des évaluations pour chaque territoire et pour chaque stupéfiant à l'exception de l'opium et des stupéfiants synthétiques sera la somme des quantités spécifiées aux alinéas a, b et d du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa c du paragraphe 1.

b) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21 en ce qui concerne les importations et au paragraphe 2 de l'article 21 bis, le total des évaluations d'opium pour chaque territoire sera soit la somme des quantités spécifiées aux alinéas a, b et d du paragraphe 1 du présent article, augmentée de toute quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa c du paragraphe 1, soit la quantité spécifiée à l'alinéa f du paragraphe 1 du présent article si elle est plus élevée que la première.

c) Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, le total des évaluations de chaque stupéfiant synthétique pour chaque territoire sera soit la somme des quantités spécifiées aux alinéas a, b et d du paragraphe 1 du présent article, augmentée de la quantité nécessaire pour porter les stocks existant au 31 décembre de l'année précédente au niveau évalué conformément aux dispositions de l'alinéa c du paragraphe 1, soit la somme des quantités spécifiées à l'alinéa h du paragraphe 1 du présent article si elle est plus élevée que la première.

d) Les évaluations fournies en vertu des alinéas précédents du présent paragraphe seront modifiées selon qu'il conviendra, de manière à tenir compte de toute quantité saisie puis mise sur le marché licite, ainsi que de toute quantité prélevée sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.

5. Sous réserve des déductions prévues au paragraphe 3 de l'article 21, et compte tenu le cas échéant des dispositions de l'article 21 bis, les évaluations ne devront pas être dépassées.

Article 10 — Amendement à l'article 20 de la Convention unique.

L'article 20 de la Convention unique sera modifié comme suit :

1. Les parties adresseront à l'Organe, pour chacun de leurs territoires de la manière et sous la forme qu'il prescrira, des statistiques ayant trait aux sujets suivants et établies sur des formulaires fournis par l'Organe :

a) Production ou fabrication de stupéfiants;

b) Utilisation de stupéfiants pour la fabrication d'autres stupéfiants, de préparations du Tableau III et de substances non visées par la présente convention et utilisation de la paille de pavot pour la fabrication de stupéfiants;

c) Consommation de stupéfiants;

d) Importations et exportations de stupéfiants et de paille de pavot;

e) Saisies de stupéfiants et affectation des quantités saisies;

f) Stocks de stupéfiants au 31 décembre de l'année à laquelle les statistiques se rapportent; et

g) Superficie déterminable des cultures de pavot à opium.

2. a) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés au paragraphe 1, exception faite de l'alinéa d, seront établies annuellement et seront fournies à l'Organe au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle elles se rapportent ;

b) Les statistiques ayant trait aux sujets mentionnés à l'alinéa d du paragraphe 1, seront établies trimestriellement et seront fournies à l'Organe dans le délai d'un mois à compter de la fin du trimestre auquel elles se rapportent.

3. Les parties ne sont pas tenues de fournir de statistiques ayant trait aux stocks spéciaux, mais elles fourniront séparément des statistiques ayant trait aux stupéfiants importés ou acquis dans le pays ou territoire pour les besoins spéciaux, ainsi qu'aux quantités de stupéfiants prélevés sur les stocks spéciaux pour satisfaire aux besoins de la population civile.

Article 11 — Nouvel article 21 bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 21 de la Convention unique:

Article 21 bis — Limitation de la production d'opium.

1. La production d'opium par un pays ou territoire quelconque sera organisée et contrôlée de telle manière que, dans la mesure du possible, la quantité produite au cours d'une

année donnée ne soit pas supérieure à l'évaluation, établie conformément au paragraphe 1f) de l'article 19, de la quantité d'opium qui sera produite.

2. Si l'Organe constate, d'après les renseignements qui lui auront été fournis conformément aux dispositions de la présente Convention, qu'une Partie qui a fourni une évaluation conformément au paragraphe 1f) de l'article 19 n'a pas limité l'opium produit à l'intérieur de ses frontières à des fins licites conformément aux évaluations pertinentes, et qu'une quantité importante d'opium produite, licitement ou illicitement, à l'intérieur des frontières de cette Partie, a été mise sur le marché illicite, l'Organe peut, après avoir examiné les explications de la Partie intéressée, qui doivent lui être présentées dans un délai d'un mois suivant la notification de ladite constatation, décider de déduire tout ou partie de ce montant de la quantité qui sera produite et du total des évaluations tel qu'il est défini au paragraphe 2b) de l'article 19 pour la première année où une telle déduction sera techniquement applicable, compte tenu de l'époque de l'année et des engagements contractuels auxquels la Partie en cause aura souscrit en vue d'exporter de l'opium. Cette décision devra prendre effet 90 jours après que la partie intéressée en aura reçu notification.

3. L'Organe, après avoir notifié à la Partie intéressée sa décision relative à une déduction prise conformément au paragraphe 2 ci-dessus, entrera en consultation avec elle afin d'apporter une solution satisfaisante à la situation.

4. Si la situation n'est pas résolue d'une manière satisfaisante, l'Organe peut, s'il y a lieu, appliquer les dispositions de l'article 14.

5. En prenant sa décision relative à la déduction prévue au paragraphe 2 ci-dessus, l'Organe tiendra compte non seulement de toutes les circonstances pertinentes, notamment celles qui donnent naissance au problème du trafic illicite visé au paragraphe 2 ci-dessus, mais aussi de toute nouvelle mesure appropriée de contrôle que la Partie a pu adopter.

Article 12. — Amendement à l'article 22 de la Convention unique.

L'article 22 de la Convention unique sera modifié comme suit :

1. Lorsque la situation dans le pays ou un territoire d'une Partie est telle que l'interdiction de la culture du pavot à opium, du cocaïer ou de la plante de cannabis est, à son avis, la mesure la plus appropriée pour protéger la santé publique, et empêcher que des stupéfiants ne soient détournés vers le trafic illicite, la Partie intéressée en interdira la culture.

2. La Partie qui interdit la culture du pavot à opium ou de la plante de cannabis prendra les mesures appropriées pour saisir les plants cultivés illicitement et pour les détruire, sauf pour de petites quantités nécessaires pour la Partie aux fins de recherches scientifiques.

Article 13. — Amendement à l'article 35 de la Convention unique.

L'article 35 de la Convention unique sera modifié comme suit :

Compte dûment tenu de leurs régimes constitutionnel, juridique et administratif, les Parties :

a) Assureront sur le plan national une coordination de l'action préventive et répressive contre le trafic illicite, à cette fin, elles pourront utilement désigner un service approprié chargé de cette coordination ;

b) S'assisteront mutuellement dans la lutte contre le trafic illicite ;

c) Coopéreront étroitement entre elles et avec les organisations internationales compétentes dont elles sont membres afin de mener une lutte coordonnée contre le trafic illicite ;

d) Veilleront à ce que la coopération internationale des services appropriés soit effectuée par des voies rapides ;

e) S'assureront que, lorsque des pièces de justice sont transmises entre des pays pour la poursuite d'une action judiciaire, la transmission soit effectuée par des voies rapides à l'adresse des instances désignées par les Parties; cette disposition ne porte pas atteinte au droit des Parties de demander que les pièces de justice leur soient envoyées par la voie diplomatique ;

f) Fourniront à l'Organe et à la Commission, si elles le jugent approprié, par l'intermédiaire du Secrétaire général, outre les renseignements requis en vertu de l'article 18, des renseignements ayant trait aux activités illicites constatées à l'intérieur de leurs frontières et relatives notamment à la culture, à la production, à la fabrication, à l'usage et au trafic illicites des stupéfiants ; et

g) Fourniront les renseignements visés au paragraphe précédent, dans toute la mesure du possible de la manière et aux dates que l'Organe fixera ; de son côté, à la demande d'une Partie, l'Organe pourra l'aider à fournir ces renseignements et soutenir ses efforts en vue de réduire les activités illicites en matière de stupéfiants à l'intérieur de ses frontières.

Article 14 — Amendements à l'article 36, paragraphes 1 et 2 de la Convention unique.

L'article 36, paragraphes 1 et 2 de la Convention unique sera modifié comme suit :

1. a) Sous réserve de ses dispositions constitutionnelles, chaque Partie adoptera les mesures nécessaires pour que la culture et la production, la fabrication, l'extraction, la préparation, la détention, l'offre, la mise en vente, la distribution, l'achat, la vente, la livraison, à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation et l'exportation de stupéfiants non conformes aux dispositions de la présente Convention, ou tout autre acte qui, de l'avis de ladite Partie, serait contraire aux dispositions de la présente Convention, constituent des infractions punissables lorsqu'elles sont commises intentionnellement et pour que les infractions graves soient passibles d'un châtiment adéquat, notamment de peines de prison ou d'autres peines privatives de liberté.

b) Nonobstant les dispositions énoncées à l'alinéa précédent, lorsque des personnes utilisant de façon abusive des stupéfiants auront commis ces infractions, les Parties pourront, au lieu de les condamner ou de prononcer une sanction pénale à leur encontre, ou comme complément de la condamnation ou de la sanction pénale, soumettre ces personnes

à des mesures de traitement, d'éducation, de post-cure, de réadaptation et de réintégration sociale conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 38.

2. Sous réserve des dispositions constitutionnelles de chaque Partie, de son système juridique et de sa législation nationale,

a) i) Chacune des infractions énumérées au paragraphe 1 sera considérée comme une infraction distincte, si elles sont commises dans des pays différents;

ii) La participation intentionnelle à l'une quelconque desdites infractions, l'association ou l'entente en vue de la commettre ou la tentative de la commettre, ainsi que les actes préparatoires et les opérations financières intentionnellement accomplis, relatifs aux infractions dont il est question dans cet article, constitueront des infractions passibles des peines prévues au paragraphe 1;

iii) Les condamnations prononcées à l'étranger pour ces infractions seront prises en considération aux fins d'établissement de la récidive; et

iv) Les infractions graves précitées, qu'elles soient commises par des nationaux ou des étrangers, seront poursuivies par la Partie sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise, ou par la Partie sur le territoire de laquelle le délinquant se trouvera si son extradition n'est pas acceptable conformément à la législation de la Partie à laquelle la demande est adressée, et si ledit délinquant n'a pas été déjà poursuivi et jugé.

b) i) Chacune des infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2, a, ii du présent article est de plein droit comprise comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre les Parties. Les Parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre elles.

ii) Si une partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisie d'une demande d'extradition par une autre Partie avec laquelle elle n'est pas liée par un traité d'extradition, elle a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2, a, ii du présent article.

L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de la Partie requise.

iii) Les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions énumérées aux paragraphes 1 et 2, a, ii du présent article comme cas d'extradition entre elles dans les conditions prévues par le droit de la Partie requise.

iv) L'extradition sera accordée conformément à la législation de la Partie à qui la demande d'extradition est adressée et, sans préjudice des dispositions des alinéas b, i, ii et iii du présent paragraphe, ladite Partie aura le droit de refuser d'accorder l'extradition si les autorités compétentes considèrent que l'infraction n'est pas suffisamment grave.

Article 15 — Amendement à l'article 38 de la Convention unique et à son titre

L'article 38 de la Convention unique et son titre seront modifiés comme suit:

Mesures contre l'abus des stupéfiants

1. Les Parties envisageront avec une attention particulière l'abus des stupéfiants et prendront toutes les mesures possibles pour le prévenir et pour assurer le prompt dépistage, le traitement, l'éducation, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes intéressées; elles coordonneront leurs efforts à ces fins.

2. Les Parties favoriseront, autant que possible, la formation d'un personnel pour assurer le traitement, la post-cure, la réadaptation et la réintégration sociale des personnes qui abusent de stupéfiants.

3. Les Parties prendront toutes les mesures possibles pour aider les personnes qui en ont besoin dans l'exercice de leur profession à acquérir la connaissance des problèmes posés par l'abus des stupéfiants et par sa prévention, et elles développeront aussi cette connaissance dans le grand public s'il y a lieu de craindre que l'abus de ces stupéfiants ne se répande très largement.

Article 16 — Nouvel article 38 bis

Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 38 de la Convention unique :

Article 38 bis — Accords prévoyant la création de centres régionaux

Si une Partie le considère souhaitable, dans la lutte qu'elle mène contre le trafic illicite de la drogue, et compte tenu de son régime constitutionnel, juridique et administratif, elle s'attachera, en sollicitant si elle le désire les avis techniques de l'Organe ou des institutions spécialisées, à faire établir, en consultation avec les autres Parties intéressées de la région, des accords prévoyant la création de centres régionaux de recherche scientifique et d'éducation en vue de lutter contre les problèmes découlant de l'usage et du trafic illicite des stupéfiants.

Article 17 — Langues du Protocole et procédure de signature, de ratification et d'adhésion

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera ouvert jusqu'au 31 décembre 1972 à la signature de toutes les Parties à la Convention unique ou à tous ses signataires.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification des Etats qui l'ont signé et qui ont ratifié ou adhéré à la Convention unique. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général.

3. Le présent Protocole sera ouvert après le 31 décembre 1972 à l'adhésion des Parties à la Convention unique qui n'auront pas signé le Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général.

Article 18 — Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole et les amendements qu'il contient entreront en vigueur le trentième jour qui suivra la date à laquelle le quarantième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé conformément à l'article 17.

2. Pour tout autre Etat déposant un instrument de ratification ou d'adhésion après la date de dépôt dudit quarantième instrument, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19 — Effet de l'entrée en vigueur

Tout Etat qui devient Partie à la Convention unique après l'entrée en vigueur du présent Protocole conformément au paragraphe 1 de l'article 18 ci-dessus, est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant

a) Partie à la Convention unique telle qu'elle est amendée; et

b) Partie à la Convention unique non amendée au regard de toute Partie à cette Convention qui n'est pas liée par le présent Protocole.

Article 20 — Dispositions transitoires

1. Les fonctions de l'Organe international de contrôle des stupéfiants prévues par les amendements contenus dans le présent Protocole seront, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole (paragraphe 1, article 18) exercées par l'Organe tel qu'il est constitué par la convention unique non amendée.

2. Le Conseil économique et social fixera la date à laquelle l'Organe tel qu'il sera constitué en vertu des amendements contenus dans le présent Protocole entrera en fonctions. A cette date, l'Organe ainsi constitué assumera, à l'égard des parties à la Convention unique non amendée et des parties aux traités énumérés à l'article 44 de ladite Convention qui ne sont pas parties au présent Protocole, les fonctions de l'Organe tel qu'il est constitué en vertu de la Convention unique non amendée.

3. En ce qui concerne les membres nommés aux premières élections qui suivront l'augmentation du nombre des membres de l'Organe, qui passera de 11 à 13, les fonctions de cinq membres prendront fin au bout de trois ans, et celles des sept autres membres prendront fin à l'expiration des cinq ans.

4. Les membres de l'Organe dont leurs fonctions prendront fin au terme de la période initiale de trois ans mentionnée ci-dessus seront désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire général immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

Article 21 — Réserves

1. Tout Etat peut, au moment où il signe le présent Protocole, le ratifie ou y adhère, faire une réserve sur tout amendement qu'il contient autre que les amendements à l'article 2, paragraphes 6 et 7 (article 1 du présent Protocole), à l'article 2, paragraphes 6 et 7 (article 1 du présent Protocole), à l'article 9, paragraphes 1, 4 et 5 (article 2 du présent Protocole), à l'article 10, paragraphes 1 et 4 (article 3 du présent protocole) à l'article 11 (article 4 du présent protocole), à l'article 14 bis (article 7 du présent protocole),

à l'article 16 (article 8 du présent protocole), à l'article 22 (article 12 du présent protocole), à l'article 35 (article 13 du présent protocole), à l'article 36, paragraphe 1, alinéa (b) (article 14 du présent protocole), à l'article 38 (article 15 du présent protocole), et à l'article 38 bis (article 16 du présent protocole).

2. L'Etat qui aura fait des réserves pourra à tout moment et par voie de notification écrite retirer tout ou partie de ses réserves.

Article 22 — Le Secrétaire général transmettra une copie certifiée conforme du présent protocole à toutes les Parties à la Convention unique et à tous ses signataires. Lorsque le présent protocole entrera en vigueur conformément au paragraphe 1 de l'article 18 ci-dessus, le Secrétaire général établira le texte de la Convention unique telle qu'elle est modifiée par le présent protocole et en transmettra la copie certifiée conforme à tous les Etats Parties ou habilités à devenir Parties à la Convention sous sa forme modifiée.

Fait à Genève le vingt-cinq-mars mil neuf cent soixante douze, en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés ont signé le présent Protocole au nom de leurs gouvernements respectifs.

DECRET N° 76-214 du 31 décembre 1976 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) pour la récolte des palmistes 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des palmistes pour la période du 3 janvier au 31 décembre 1977 est fixée à 32 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du TOGO est fixée à 39.881 francs cfa la tonne.

Art. 3 — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 31 décembre 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES PALMISTES

BAREME PALMISTES 1977

Francs CFA la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR 32.000

1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	823
2 Transport au centre de collecte	1.000
3 Manutention et loyer magasin acheteur agréé	603
4 Transport (y compris voie locale)	615
	<hr/>
	3.041

VALEUR NU-BASCULE LOME 35.041

5 Sacherie 12 1/2 à 65	813
6 Usure sacherie 10 %	81
7 Entrée et sortie magasin Lomé	377
8 Loyer magasin Lomé	200
9 Financement 9 % sur 1 mois 1/2 V.L.M.	426
10 Frais généraux fixes	908
	<hr/>
	2.805

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME 37.846

11 Déchets 3 % sur V.L.M.	1.135
12 Commission acheteur agréé	900
	<hr/>
	2.035

VALEUR A FACTURER A L'OPAT 39.881

DECRET N° 76-215 du 31 décembre 1976 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) pour la récolte 1976-77.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1976-77 est fixée au 27 décembre 1976.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur des arachides de ladite récolte sont fixés comme suit en tous points de traite :

Arachides en coques : 30 francs le kilogramme

Graines d'arachides décortiquées : 55 francs le kilogramme

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du TOGO est fixée à 64.448 francs CFA la tonne de graines d'arachides décortiquées.

Art. 4. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre de l'équipement rural et le mi-

nistre du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 31 décembre 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES ARACHIDES
BAREME ARACHIDES 1976-77
(Arachides décortiquées)

FRANCS CFA LA TONNE	ZONE I	ZONE II	ZONE III	
	Région des Savanes	Région du Centre	Région des Plateaux et Région Maritime	
PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	55.000	55.000		55.000
1 Commission acheteur produit	800	800	800	
2 Transport au centre de collecte	6.000	2.490	1.500	
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	350	350	350	
4 Transport par chemin de fer (y compris voie locale)	2.312	2.312	1.534	
	64.462	60.952	4.184	59.184
VALEUR NU-BASCULE LOME				
5 Sacherie 13 1/3 à 65			866	
6 Usure et montée sacherie 10% + 60			147	
7 Financement 9% sur 1 mois 1/2 V. L. M.			708	
8 Frais généraux fixes			2.033	
			3.754	62.938
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME				
9 Déchets 0,50% V.L.M. moins sacherie			310	
10 Commission acheteur agréé			1.200	
			1.510	64.448
VALEUR A FACTURER A L'OPAT				

NOTA. : Pour les arachides achetées dans la région des savanes et du centre, l'OPAT remboursera à l'acheteur agréé la différence entre la valeur nu-basculé ZONE III et la valeur nu-basculé des deux autres ZONES sur présentation des tickets de transport délivrés par le service du conditionnement à LOME.

DECRET N° 76-216 du 31 décembre 1976 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) pour la récolte du coprah 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier — Le prix d'achat au producteur du coprah pour la période du 3 janvier au 31 décembre 1977 est fixé à 42 frs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du TOGO est fixée à 51.251 francs CFA la tonne.

Art. 3. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera

publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 31 décembre 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU COPRAH
BAREME COPRAH 1977

francs CFA la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR BASE ANEHO

42.000

1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	823
2 Transport au centre de collecte	500
3 Manutention, loyer magasin acheteur produit	527
4 Transport (y compris voie locale)	420
	2.270

VALEUR NU-BASCULE LOME 44.270

5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	108
7 Entrée et sortie magasin Lomé	453

8 Loyer magasin Lomé	250	
9 Financement 9 % 1 mois 1/2 sur V.L.M.	536	
10 Frais généraux	968	
		3.398
VALEUR LOCO — MAGASIN LOME		47.668
11 Déchets 5 % V.L.M.	2.383	
12 Commission acheteur agréé	1.200	
		3.583
VALEUR A FACTURER A L'OPAT		51.251

DECRET N° 76-217 du 31 décembre 1976 fixant les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour les graines de ricin de la récolte 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le prix d'achat au producteur des graines de ricin pour la période du 3 janvier au 31 décembre 1977 est fixé à 29 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 2 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du TOGO est fixée à 36.709 francs CFA la tonne.

Art. 3. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République.

Lomé, le 31 décembre 1977

Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU RICIN — BAREME RICIN 1977

	francs CFA la tonne
PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR	29.000
1 Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	1.024
2 Transport au centre de collecte	800
3 Manutention, loyer magasin acheteur agréé	603
4 Transport (y compris voie locale)	550
	2.977
VALEUR NU-BASCULE LOME	31.977
5 Sacherie 16 2/3 à 65	1.083
6 Usure sacherie 10 %	108
7 Entrée et sortie magasin Lomé	377
8 Loyer magasin Lomé	150

9 Financement 9 % sur 1 mois 1/2 V.L.M.	394
10 Frais généraux fixes	968
	3.080
VALEUR LOCO-MAGASIN LOME	35.000
11 Déchets 3 % sur V.L.M.	1.052
12 Commission acheteur agréé	600
	1.652
VALEUR A FACTURER A L'OPAT	36.709

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Nomination

Arrêté n° 13-INT-DSN-DAPM du 31/1/77. — En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ainsi qu'à celles prévues par l'article 61 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves-gardiens de la paix ci-dessous désignés sont nommés gardiens de la paix stagiaires (indice 325 — chapitre 14 — article 7 du budget général à compter du 1^{er} décembre 1976 :

Adamavi Edoh Kokou	Kakarika Pitimade
Adiatchi Kodjo	Kebina Kagnaya
Aklobessi Mensah	Kokodoko Kodjo Kunagbé
Amegnona Kokouvi	Kongo Ekoué Tê
Bakoussi Kpiyou	Kissao Ouitcha
Batoka Minansamale	Lakoussan Afidémagnigban
Dokpo Yaovi	Nakpane Batcha Bawa
Houehanou Achéni	Tazo Tchatoki.

Pendant la durée de leur situation de fonctionnaires stagiaires les intéressés :

1°/ — ne seront pas assujettis à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite ;

2°/ — bénéficieront de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Réformes par mesure disciplinaire

Arrêté n° 10-INT-CGC du 31/1/77. — Les gardiens de circonscription de 2^e classe Atsou Sama, mle 400 du détachement de Lomé et Adjambao Kouro mle 497 du détachement de Tsévié sont réformés par mesure disciplinaire à compter du 1^{er} février 1977.

Arrêté n° 14-INT-CGC du 9/2/77. L'élève-gardien de circonscription Payarou Tchamdja, mle 616 du détachement de Lomé, est réformé par mesure disciplinaire à compter du 1^{er} février 1977.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 34-MFE-F du 7/1/77. — Est autorisé le paiement au profit du ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique de la somme de cinq millions cent vingt mille six cent cinquante cinq (5.120.655) francs pour la préparation et l'organisation des manifestations culturelles du 10^e anniversaire du régime de notre Timonier National le Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 159 ouvert au trésor public au nom dudit ministère.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chap. 44, art. 3, paragr. 1 595.000
chapitre 44, article 3, paragraphe 13 3.000.000
chapitre 44, article 3, paragraphe 6 1.525.655

5.120.655

Décision n° 43-MFE-F du 12-1-77. — Est autorisé le paiement au profit de l'office national du tourisme, de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA, représentant la troisième tranche des crédits inscrits au budget pour le fonctionnement de l'office au titre de l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 96 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom de l'O.N.T.

La dépense est imputable au budget général exercice 1976, chapitre 6, art. 7, paragr. 4 .. 8.414.000
chapitre 7, article 7, paragraphe 3 11.586.000

Total 20.000.000

Décision n° 54-MFE-F du 20/1/77. — Est autorisé le paiement au profit du ministère de la jeunesse, des sports de la culture et de la recherche scientifique de la somme de six millions cinq cent mille (6.500.000) francs CFA destinée pour la préparation du Togo au festival international de Lagos au cours de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 159 ouvert au trésor public au nom dudit ministère.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 44, article 3, paragraphe 15.

Décision n° 57-MFE-F du 20/1/77. — Est autorisé le paiement de la somme de quatorze millions (14.000.000) de francs au titre de participation de l'Etat aux frais de nourriture des étudiants-boursiers de l'école normale supérieure d'Atakpamé, pour l'année scolaire 1976/1977.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur et virée au compte n° 118-3-54 ouvert au nom du susdit établissement auprès du trésorier-payeur.

La dépense est imputable au budget général exercice 1976, chapitre 45, article 1, paragraphe 10 sera justifiée.

Décision n° 69-MFE-F du 26/1/77. — Est autorisé le paiement au profit du « comité préparatoire technique du festival international de la jeunesse de Libreville », de la somme de deux millions deux cent mille (2.200.000) francs, représentant les frais de préparation de la délégation togolaise au 2^e festival international de la jeunesse qui se tiendra à Libreville (Gabon) en juillet 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 022 ouvert au trésor au nom dudit comité.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 44, article 3, paragraphe 8.

Décision n° 124-MFE-FO du 3/2/77. — Est autorisé le paiement de la somme de quatre vingt seize millions six cent trente et un mille deux cents (96.631.200) francs CFA, représentant la contribution du budget général, gestion 1977 aux organismes politiques.

Cette somme sera mandatée par quart et virée dans les comptes des organismes politiques concernés désignés ci-après :

Secrétariat du R.P.T. — compte	
n° 011-trésor-Lomé	15.157.800
Trésorerie générale — compte	
n° 012-trésor-Lomé	4.000.000
Secrétariat de la J.R.P.T. — compte	
n° 50.115-UTB-Lomé	2.000.000
Secrétariat de l'U.N.F.T. — compte	
n° 14.797/78-BTCI	1.000.000
Secrétariat de la C.N.T.T. — compte	
n° 50-127-UTB-Lomé	2.000.000
Total	24.157.800

La dépense est imputable sur le chapitre 43, article 2, paragraphe 6, du budget général gestion 1977.

Décision n° 133-MFE-F du 7/2/77. — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat exécutif permanent de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports, de la somme de deux cent trente cinq mille (235.000) francs, représentant la contribution du Togo aux activités de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 48577-1 ouvert auprès de la société générale de Banques au Sénégal (Siège social) 19, avenue Roume-Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3.

Décision n° 135-MFE-F du 7/2/77. — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat de l'encyclopédie africana projet, de la somme de cinq cent mille (500.000) francs, représentant les frais de participation du Togo au projet de l'encyclopédie africaine, conformément aux résolutions de la conférence de l'UNESCO sur les politiques culturelles au titre de l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée auprès de la Barclay's Bank à Accra au nom de l'ambassade du Togo au Ghana pour la verser audit secrétariat.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3.

Décision n° 136-MFE-F du 7/2/77. — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat permanent de la zone 4 des Jeux Universitaires Ouest Africains à Cotonou, de la somme de quatre cent mille (400.000) francs, représentant les frais de cotisation et de participation du Togo aux jeux universitaires devant se dérouler au Nigéria et au Bénin.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 32-31-117 ouvert auprès de la Banque Centrale du Bénin à Porto-Novo (R.P.B.).

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3.

Subvention

Décision n° 67-MFE-F du 26/1/77. — Est accordée une subvention de cinq cent mille (500.000) francs au profit de la croix rouge togolaise, au titre de l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30 019 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (U.T.B.) à Lomé.

La dépense est imputable au budget général exercice 1976, chapitre 44, article 10.

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS

ARRETE N° 7-MCIT-DC-DCIP du 2 février 1977 portant fixation du prix de vente des engins à deux roux fabriqués par l'ITOCY.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 :
Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et circuits de distribution,

ARRETE :

Article premier. — Les prix de vente des engins à deux roues fabriqués par l'Industrie togolaise du cycle et du cyclomoteur SA (ITOCY) sont fixés comme suit :

a) Prix du cyclomoteur Peugeot BB CT

Prix ex usine TTC 70.161

Prix de vente gros 75.985

Prix de vente détail 79.984.

b) Prix du cyclomoteur peugeot CTX

Prix usine 81.273

Prix de vente gros 88.018

Prix de vente détail 92.651.

C) PRIX DES BICYCLETTES

	5 DT	5 HT	PU E 22	PU E 25	Porteur
Prix ex usine TTC	16.634	16.523	18.194	18.417	17.214
Prix de vente gros	18.015	17.894	19.704	19.945	18.643
Prix de vente détail	18.963	18.836	20.741	20.995	19.624

Art. 2. — Pour la vente dans les autres localités du pays, ces prix sont majorés des frais de transport dûment justifiés.

Art. 3. — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4. — Les fonctionnaires de l'Etat désignés à l'article 17 de l'ordonnance sus-visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures relatives aux prix de vente des engins fabriqués par l'ITOCY sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République.

Lomé, le 2 février 1977

K. M. Dogo

Nomination

Arrêté n° 8-MCIT du 2/2/77 — Est nommé chef de la division du commerce extérieur M. Piyinda Eso-Essinam Abeda, administrateur civil de 2ème classe 1er échelon stagiaire.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DE LA JUSTICE,
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Promotions

Arrêté n° 65-MJFPT du 31/1/77 — Sont promus au titre des années 1975 et 1976 et pour compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts dont les noms suivent :

AGRICULTURE**Cadre des ingénieurs (catégorie A 1)****Au grade d'ingénieur de 1ère classe 1er échelon**

- 9-3-76-Nenonene (Jonathan), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon
- 2-6-76-Messavussu Adovi (John William), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon
- 1-9-76-Matthia (Gabriel), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon
- 2-11-76-Olympio (Hermann Constancio), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon
- 4-11-76-Agbegninou Kodjo (Narcisse), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon

Cadre des ingénieurs des travaux (catégorie A2)**Au grade d'ingénieur principal de CE**

- 1-9-76-Sossah (Arnold), ingénieur principal 3ème échelon.
- Au grade d'ingénieur de 1ère classe 1er échelon**
- 29-7-76-Ayeboua Tossou (Gabriel), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon

Cadre des ingénieurs-adjoints (catégorie B)**Au grade d'ingénieur-adjoint de 1ère classe 1er échelon**

- 1-1-76-Ahyi (Michel), ingénieur-adjoint de 2ème classe 3ème échelon

Au grade d'ingénieur-adjoint de 2ème classe 1er échelon

- 1-1-76-Sodji (Michel), ingénieur-adjoint de 3ème classe 4ème échelon
- 1-1-76-Assoumanou (Blaise), ingénieur-adjoint de 3ème classe 4ème échelon
- 1-1-76-Gbatchi (Céphas), ingénieur-adjoint de 3ème classe 4ème échelon
- 1-1-76-Bedu Kwassi-Kouma (Vincent), ingénieur-adjoint de 3ème cl. 4ème éch. (anc. épuisée).
- 10-5-76-Malm (Dominique), ingénieur-adjoint de 3ème classe 4ème échelon
- 17-8-76-Ukoh (Augustin), ingénieur-adjoint de 3ème classe 4ème échelon

Cadre des adjoints-techniques (catégorie C)**Au grade d'adjoint technique de 1ère classe 1er échelon**

- 1-1-75-Vonou K. (Firmin), adjoint technique de 2ème classe 4ème échelon
- 1-1-75-Tatah (Norbert), adjoint technique de 2ème classe 4ème échelon
- 16-3-76-Toro A. (Laurent), adjoint technique de 2ème classe 4ème échelon

ELEVAGE**Cadre des ingénieurs d'élevage (catégorie A2)****Au grade d'ingénieur principal 1er échelon**

- 16-7-76-Barry Danto Ada, ingénieur de 1ère classe 3ème échelon

Au grade d'ingénieur de 1ère classe 1er échelon

- 22-7-76-Bangana Yacoubou (Jacob), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon

Cadre des ingénieurs-adjoints (catégorie B)**Au grade d'ingénieur-adjoint de 2ème classe 1er échelon**

- 31-8-76-Kengbo (Daniel), ingénieur-adjoint de 3ème classe 4ème échelon

Cadre des adjoints-techniques (catégorie C)**Au grade d'adjoint technique principal 1er échelon**

- 1-1-76-Kombate Mipam, adjoint technique de 1ère classe 3ème échelon (anc. épuisée)
- 3-12-76-Abita A. (André), adjoint technique de 1ère classe 3ème échelon

Au grade d'adjoint technique de 1ère classe 1er échelon

- 1-1-76-Dermani Moussa, adjoint technique de 2ème classe 4ème échelon

EAUX-FORETS ET CHASSES**Cadre des ingénieurs (catégorie A1)****Au grade d'ingénieur principal 1er échelon**

- 1-8-76-Dagadou (Victor), ingénieur de 1ère classe 3ème échelon

Au grade d'ingénieur de 1ère classe 1er échelon

- 26-9-76-Tengue Kodjo (Michel), ingénieur de 2ème classe 4ème échelon

Cadre des adjoints techniques (catégorie C)**Au grade d'adjoint technique principal 1er échelon**

- 8-4-75-Outcheri N'Guissan, adjoint technique de 1ère classe 3ème échelon
- Au grade d'adjoint technique de 1ère classe 1er échelon**
- 1-1-76-Agbemable (Nicodème), adjoint technique de 2ème classe 4ème échelon.

Arrêté n° 66-MJFPT du 31/1/77 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Djankale (Emmanuel) brigadier chef des douanes, l'arrêté n° 123/MFP du 13 février 1974 portant promotion et la décision n°

1516/MJ/FP/T du 10 septembre 1975 constatant passages automatiques d'échelons.

— M. Djankale (Emmanuel), brigadier 3^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes, est promu au grade de brigadier-chef 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} septembre 1972 (AC néant).

— M. Djankale est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

1.9.74 — brigadier-chef 2^e échelon

1.9.76 — brigadier-chef 3^e échelon.

Arrêté n° 81-MJ-FP-T du 31/1/77 — Sont promus au titre des années 1974, 1975 et 1976 et pour compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du cadre interministériel de l'administration générale dont les noms suivent :

Cadre des attachés d'administration (catégorie A2)

AU grade d'attaché d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1.8.74 — Gomez (Antoine), attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon

Cadre des secrétaires d'administration (catégorie B)

Au grade de secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon

4.11.75 — Adedze Kamassa (Emmanuel), secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon

Cadre des adjoints administratifs (catégorie C)

Au grade d'adjoint administratif principal de C.E

1.1.76 — Dovi (Max), adjoint administratif principal 3^e échelon

Au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1.9.76 — Souleymane Ramatou, née Afolabi, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon

1.11.76 — Signan (Marie Agnès), adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon

1.11.76 — Gnansa (Josephine), adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon

Cadre des commis d'administration (catégorie D)

Au grade de commis d'administration principal 1^{er} éch.

1.6.76 — Lawson Akouété (Christian), commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon (AC. néant).

Arrêté n° 93-MJ-FP-T du 7/2/77. — Sont promus au titre des années 1973, 1974, 1975 et 1976 et à compter des dates suivantes, les fonctionnaires du corps de l'enseignement ci-après désignés :

Cadre des professeurs (catégorie A1)

Au grade de professeur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1.10.75 — Zotchi, Kodjo (Martin), A.C. 1 m 6' j.

21.2.76 — Abolo Kokou

1. 8.76 — Tettekpoé (Raymond)

1 10.76 — Akumey K. (Martin)

professeurs de 2^e classe 3^e échelon

Au grade de professeur de 2^e classe 1^{er} échelon

1.2.73 — Locoh-Donou (Thérèse)

2.10.74 — Adjangba Messan (Samuel)

27.12.74 — Adotevi-Akue (Georges Modesto)

1. 6.75 — Seddoh Komlanvi (Francisco)

4.10.75 — Aboki Comlan (Richard)

25.10.75 — Ethe (Joseph)

19.2.76 — Afan Huenamadji (Jean)

17.1.76 — Nouakey Yao (Joseph)

1.9.76 — Gbeassor Tohonou (Michaël)

18.9.76 — Agbodjavou Sewonou Kossi

22.9.76 — Zoumaro (Dominique)

1.70.76 — Edée (Emmanuel)

5.10.76 — Ashiabor K. (Christian)

5.11.76 — Doh (James)

23.11.76 — Pere (Elisabeth)

25.11.76 — Johnson (Léonce)

14.12.76 — Johnson (Jean-Jacques)

professeurs de 3^e classe 4^e échelon

Cadre des inspecteurs de l'enseignement du 1^{er} degré (catégorie A1)

Au grade d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon

16.10.76 — Amedegnato Amoussou Vigniko (Ferdinand), inspecteur de 3^e cl. 4^e éch.

16.10.76 — Ada Kokou (Jonathan), inspecteur de 3^e cl. 4^e échelon

Cadre des inspecteurs de la Jeunesse et des sports (catégorie A1)

Au grade d'inspecteur de la jeunesse et des sports de 2^e classe 1^{er} échelon

2.1.76 — Biramah (Ignace), inspecteur de la jeunesse et des sports de 3^e classe 4^e échelon.

Cadre des professeurs des collèges d'enseignement général (catégorie A2)

Au grade de professeur de C.E.G. de 2^e classe 1^{er} éch.

14. 1.76 — Foli (Emmanuel Samuel) professeur de C.E.G. de 3^e cl. 4^e éch.

22. 9.76 — Koudama Koffi (Mathias), professeur de C.E.G. de 3^e cl. 4^e éch.

17.12.76 — Toffa Anani (Adolphe), professeur de C.E.G. de 3^e cl. 4^e éch.

Cadre des inspecteurs de l'enseignement du 1^{er} degré (catégorie A2)

Au grade d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon

16.10.76 — Abalo Adacanou (Frédéric), inspecteur de 3^e classe 4^e échelon

16.10.76 — Pana Mariama (Anna), inspectrice de 3^e classe 4^e échelon

Cadre des professeurs des collèges d'enseignement technique (catégorie A 2)

Au grade de professeur des collèges d'enseignement technique de 2^e classe 1^{er} échelon

7. 3. 76 — Dza Kossi (Martin), professeur de collèges d'enseignement technique de 3^e cl. 4^e éch.

Intégrations

Arrêté n° 60-MJ-FP-T du 28-1-77 — M. Kpini Kossi Kuma (Jean), ingénieur adjoint d'agriculture de 3^e classe 4^e échelon (indice 1050) qui a effectué avec succès un stage de formation professionnelle au centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical d'Antony (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 26 juillet 1976 — A. C. 1 an 11 jours.

Arrêté n° 68-MJFPT du 31-1-77 — MM. Quenum Ayao-vi (Faustin), maître d'éducation physique et sportive de 2^e classe 2^e échelon et Adja Bandja, maître d'éducation physique et sportive de 3^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de la jeunesse et des sports sont nommés inspecteurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires de la jeunesse et des sports (catégorie A1-indice 1300) et restent mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 5 du budget général) pour compter du 15 septembre 1975.

Arrêté n° 86-MJFPT du 31-1-77 — M. Pana Ombri, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle (indice 1750) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a effectué avec succès des stages de formation professionnelle à Genève (Suisse) et à Bruxelles (Belgique) et qui est en outre titulaire de la licence en droit de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de droit et de la santé de Lille (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil 4^e échelon (catégorie A1-indice 1750) pour compter du 8 octobre 1976 (A. C. 9 mois 7 jours).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Admissions

Arrêté n° 55-MJ-FP-T du 21-1-77 — M. Kohoe Komi, titulaire du diplôme d'Etat de pharmacien de la faculté de médecine et de pharmacie de l'université de Dakar (République du Sénégal), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de pharmacien ordinaire 1^{er} échelon (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et

des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 57-MJ-FP-T du 25-1-77 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Tsogbe Kossi (Pascal), l'arrêté n° 56-MFP du 29 janvier 1975 portant nomination.

Arrêté n° 58-MJFPT du 27-1-77 — Les candidats ci-dessous désignés, titulaires du diplôme de maîtres d'éducation permanente de l'école de formation des cadres de la jeunesse de Tixéraïne (Algérie) ou de celui de l'institut de la jeunesse et des sports de Yaoundé (R. C. U.), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 4 du budget général) :

Dzato Zakari
Lantame Kohrimba
Akpabie Adoudé Alougba
Adouna Ikpindi
Gnofame Sôme-Yaba
Mensah Adjoko Têvi Agbletor
Agbekponou Adodo Kossiwa.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 62-MJFPT du 31-1-77 — M. Agbemape Kossi Gbologan, titulaire du doctorat en philosophie de l'université Charles de Prague (Tchécoslovaquie) (spécialisation en sciences et planification de l'éducation), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 4, paragraphe 5a du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 63-MJFPT du 31-1-77 — M. Fanké Gbandi, titulaire du brevet d'étude du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles (BEP) spécialité comptable-mécanographe, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition des services judiciaires (chapitre 16, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 64-MJFPT du 31-1-77 — M. Abalo Komlan Ayilè Kotilè, diplômé de l'institut central d'Etat d'éducation physique de Moscou (U. R. S. S.) et maître des sciences pédagogiques, est admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (budget général — chapitre 32, article 5).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 73-MJFPT du 31-1-77 — M. Ohin Kouawo, docteur en médecine, diplômé de l'institut de médecine d'Etat de Volgograd (URSS), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

M. Ohin sera soumis à un stage d'une durée de deux ans.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 74-MJFPT du 31-1-77 — M. Koffi Afeleté, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 90-MJ-FP-T du 4-2-77 — M. Adomayakpor Tété Koffi et Mlle. Godonou Afi Kafui, titulaires du teacher's certificate "A" (C. A. P.), sont admis dans le corps du personnel de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 24, article 6).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 91-MJ-FP-T du 4-2-77 — M. Ahouagbevi Amoussouvi, titulaire du diplôme de docteur en médecine de la faculté de médecine de l'université de Dijon (France), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de trois (3) ans est accordée à M. Ahouagbevi pour sa spécialisation en anesthésie-réanimation, en application des dispositions de l'ar-

ticle 6 du décret n° 62-86 du 19 juin 1962; l'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (A. C. 1 an).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

Arrêté n° 42-MJ-FP-T du 20/1/77 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel de l'enseignement qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des professeurs (catégorie A1)

- 11-10-72 — Pedanou Ayoko (Dorette Violette), née Gaba, prof. de 3^e classe 2^e échelon
- 3.11.73 — Gabiam (Mary-Jo), née Basye, prof. de 3^e classe 2^e échelon.
- 1. 1. 75 — Dogbe (Anne), prof. de 3^e cl. 2^e éch.
- 16-9-75 — d'Almeida Kokoe (Sylviane Estelle), née Ekué, prof. de 3^e classe 2^e échelon.
- 1-10-75 — Kponton Quam-Dessou (Edouard), prof. de 3^e classe 2^e échelon.
- 3-10-75 — Mensah (François Seth), prof. de 3^e cl. 2^e échelon
- 10-10-75 — Woamekpo Kodjovi (Valentin), prof. de 3^e classe 2^e échelon.
- 11-11-75 — Kouassi (Marcelle Brigitte), née Fabre, prof. de 3^e classe 2^e échelon.
- 27-11-75 — Assogba N'Soua (Victor), prof. de 3^e classe 2^e échelon.
- 13-9-75 — Ayité Logossou Mensah (James Robert), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon.
- 13-9-75 — Amuzu (Justine), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon.
- 16-9-75 — Nutsua Afua (Emilia), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon.
- 16-9-75 — Allahare Dodji (Caroline), née Gumedzoe, prof. de 3^e classe 1^{er} échelon
- 16-9-75 — Kini Etsri (Jean Sébastien), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon.
- 17-9-75 — Aidam Kwawu (Georges), prof. de 3^e cl. 1^{er} échelon
- 19-9-75 — Mensah Kouakou (Adrien), prof. de 3^e cl. 1^{er} échelon.
- 21-9-75 — Ankrah Adovi (Ambroise), prof. de 3^e cl. 1^{er} échelon
- 21-10-75 — Odonkor Kwamivi (Richard), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon
- 9-11-75 — Suka Komla Wobubé (Emmanuel), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon
- 9-11-75 — Lawson Akpé Latévi (Pierre), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon
- 18-12-75 — Kekey Zannou (Cyrille), prof. de 3^e cl. 1^{er} échelon
- 17-2-76 — Sossavi Amévi (Victorine), prof. de 3^e cl. 1^{er} échelon
- 25-2-76 — Lawson Latré (Renée), prof. de 3^e classe 1^{er} échelon

Cadre des professeurs des collèges d'enseignement technique (catégorie B)

21-2-73 — Guinhouya Komivi (Jean), prof. des C.E.T. de 3^e classe 1^{er} échelon

Cadre des maîtres d'éducation physique et sportive (catégorie B)

7-7-76 — K'Medehouto Mensah Atsu, maître d'E.P.S. de 3^e classe 1^{er} échelon
1-9-76 — Atsu Kossivi, maître d'E.P.S. de 3^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 43/MJFPT du 20/1/77. — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel judiciaire, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des secrétaires des greffes et parquets (catégorie C)

1.3.76 — Agoroh Idi-Sah (Idrissou), secrétaire des greffes et parquets de 2^e classe 1^{er} échelon.
1.3.76 — Koughlenou Sossou (Michel), secrétaire des greffes et parquets de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des commis des greffes et parquets (catégorie D)

1.2.76 — Combaté Sounguéni
1.2.76 — Djidjogbe-Laclé Adje
1.2.76 — Simyeli Kpatcha
1.2.76 — Agbety Mawunye Akpéné
1.2.76 — Kotokou Télou
1.2.76 — Konali Kokou
1.2.76 — Aboussa Akouète
commis des greffes et parquets de 2^e 1^{er} échelon.

Arrêté n° 44/MJFPT du 20-1-77 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du corps du personnel des postes et télécommunications, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des inspecteurs (catégorie A 2)

1.8.76 — Issizaiwa Tchamdja, inspecteur 1^{er} échelon.

Cadre des contrôleurs (catégorie B)

20.5.76 — Dosseh Folly (Théophile), contrôleur de 2^e classe 2^e échelon.
1.8.76 — Kpogboni Abavi Kodjo, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon.
1.8.76 — Gbodossou Akuélé, née Hounzangbe, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon.
1.8.76 — Lawson Messan Banku, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon.
1.8.76 — Tevi Latévi, contrôleur de 2^e classe 2^e éch.
1.8.76 — Folly Kouévi Kangni, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon.

1.8.76 — Dablaka Ayi Patatou, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon

24.7.76 — Vignikin Nounayékpo Avina, contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des agents d'exploitation (catégorie C)

31.10.75 — Messan Ayaba (Frida), agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon.
29.7.75 — Amedegnato Gbenozan Mawoéna (Théophile), agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 45-MJ-FP-T du 20-1-77 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel de la radiodiffusion, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des ingénieurs (cat. A1)

18-9-75 — Soumsa Kokou, ingénieur 1^{er} échelon.

Cadre des rédacteurs en chef (cat. A2)

10-12-74 — Kuevidjin Afiavi Biova, née Bandeira, rédactrice en chef de 2^e cl. 1^{er} échelon.
21-7-76 — Lawson Latévi D. Ebé, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon.
3-11-76 — Kpedzroku Koffi Kéli, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des journalistes (cat. B)

29-7-75 — Djagba Yempabou Idrissou, journaliste de 2^e classe 1^{er} échelon.
20-12-75 — Mensah Adodo Efoé, journaliste de 2^e classe 1^{er} échelon.
3-1-76 — Ziggat Alaga Hovor, journaliste de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des animateurs de programmes (cat. B)

3-11-74 — Eklou Komlan Fomadi (Innocent), animateur de prog. de 2^e cl. 2^e éch.
3-1-76 — Agbati Yao, animateur de programmes de 2^e cl. 1^{er} éch.

Cadre des contrôleurs techniques (cat. B)

28-10-75 — Bataba Minza Kokou, contrôleur techn. de 2^e classe 1^{er} échelon.
3-1-76 — Atohoun Togboé, contrôleur techn. de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des rédacteurs (cat. C)

18-2-76 — Djondo Koffi-Bla Kwaovi (Michel François), rédacteur de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des assistants de production (cat. C)

28-7-75 — Nouhoum Assoumaïla
18-2-76 — Abaltou Soulé
18-2-76 — Awute Adjoa Cocoé, née d'Almeida
18-2-76 — Djagba Tchimbiano Abablibilé
18-2-76 — Foadéy Edjoé (Nathalie Yolande Cornélie)
18-2-76 — Kalao Tcha Symvélakou
assistants de production de 2^e 1^{er} échelon

Cadre des agents techniques (cat. C)

- 25-9-75 — Noamessi Kokou
 18-2-76 — Gbekou Ayaovi Mawuko Liassidji
 18-2-76 — Agbodjan Edoé (Thomas)
 18-2-76 — Adela Dovi (Honoré)
 18-2-76 — d'Almeida Mawutoè (Joseph)
 18-2-76 — Guemegah Kossi (Charles)
 18-2-76 — Gninou Balababadi (Digot)
 18-2-76 — Labe Gnandja Lengué
 18-2-76 — Leah Boukpèsi
 18-2-76 — Kodjo Messan
 18-2-76 — Amegan Kossi (Julien)
 18-2-76 — Tsogbetse Kodjo (Frédéric)
 18-2-76 — Yaya Kouami
 agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon

Arrêté n° 46-MJFPT du 20-1-77 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des médecins (cat. A1)

- 15-11-75 — Amegbo Komi (Ignace), médecin-biologiste 1^{er} échelon.

Cadre des sages femmes (cat. B)

- 1-10-75 — Jimongou Damlate (Eve), sage femme de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-8-75 — Todjalla N'Da, née Batoubaka, sage femme de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des agents techniques (cat. B)

- 1-10-75 — Agbessi Dédé Homéfa (Elisabeth) née Agbo-gnito, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-75 — Adjakly Adjoa (Antoinette) née Agbevor, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon.
 1-10-75 — Degboe Kossi (Simon), agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon.
 1-7-76 — Djobo Byao Kpépassi, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des assistants d'hygiène d'Etat (Cat. C)

- 1-10-73 — Lawson Fessou (Pascal), assistant d'hygiène d'Etat de 2^e classe 2^e échelon

Cadre des infirmiers (cat. D)

- 17-10-75 — Ayivi (Thérèse sœur François Joseph), infirmière-adjointe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 47-MJ-FP-T du 20-1-77 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des administrateurs civils (cat. A1)

- 1-8-76 — Lawson Bétum Latévi Môdem, administrateur civil de 2^e classe 1^{er} échelon.

Cadre des attachés d'administration (cat. A2)

- 17-3-76 — Gbikpi Edoh (Jean), attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon
 30-8-76 — Lawson Laté Simékpé (Charles), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des secrétaires d'administration (cat. B)

- 30-1-75 — Lawson Ananissou Boévi (Emmanuel), secrét. d'action de 2^e classe 2^e échelon.
 13-6-76 — Misseou Messan Aya-Ley (Ferdinand), secrét. d'action de 2^e classe 2^e échelon.
 23-10-75 — Agbla Kossi (François), secrét. d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-8-76 — Lawson Latévi Lôlô (Pierre), secrét. d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-8-76 — Mensah-Attoh Djifa Komlangâ Madjénè, secrét. d'action de 2^e classe 1^{er} échelon.
 25-9-76 — Azalekor Komla Kuenyehia, secrét. d'action de 2^e classe 1^{er} échelon

Cadre des adjoints administratifs (cat. C)

- 4-7-75 — Agbokou Kwassi (Pierre), adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 4-7-75 — Moustapha Chaïbou, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 2-6-76 — d'Almeida Koissi, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 1-7-76 — Kankoua Yaovi, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 7-7-76 — Kadagali Koamivi Sossavi, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 13-8-76 — Kperi Kossi Athégbey, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 28-8-76 — Akakpo Awoussouba Efoua, née Johnson, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 3-9-76 — Abakou Yao, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 30-9-76 — Kotchole Kouyoné (Toussaint), adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
 6-11-75 — Lawson Laté (Christian), adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon

Cadre des commis d'administration (cat. D)

- 23-10-75 — Akounda Damola
 23-10-75 — Kamina Dmantigue Banibé (Thomas)
 23-10-75 — Labah Akoua Eméfa
 23-10-75 — Kwassi Bakouanème
 23-10-75 — Labdiedo Koumbodja
 commis d'action de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 99-MJ-FP-T du 7-2-77 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des ingénieurs (catégorie A1)**AGRICULTURE**

- 10-2-76 — Adam Fousséni, ingénieur d'agriculture de 2^e cl. 2^e éch.

1-8-76 — Adoté Kpégan Afanyihoun, ingénieur d'agriculture de 2^e cl. 2^e éch.

Cadre des ingénieurs-adjoints (catégorie B)

AGRICULTURE

- 1-10-74 — Boulouféi Toï (Alexis), ing.-adjt. d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 2-9-75 — Aboudou Kassim Souley, ing.-adjt. d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 10-9-75 — Ouro-Yodou Issa (Aboudou-Kérim), ing.-adjt. d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 4-8-76 — Agbovor Awussi Akola Dédé, ing.-adjt d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 4-8-76 — Sonhaye Agba, ing.-adjt d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 4-8-76 — Worou Kodjo Soklou Adjobadon, ing.-adjt d'agric de 3^e cl. 1^{er} échelon
 4-8-76 — Kodjovi Afiyovi Délali, ing.-adjt d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 4-8-76 — Kouderin Kotchikpa Ayéfouni, ing.-adjt d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 5-8-76 — Djetely Nakpane, ing.-adjt d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon
 5-8-76 — Amegble Dzigbodi Holassé, ing.-adjt d'agric. de 3^e cl. 1^{er} échelon

EAUX ET FORETS

2-8-72 — Koubounou Kpakou Titetoua (Jean André), ingénieur-adjoint des eaux et forêts de 3^e cl. 1^{er} échelon.

Cadre des adjoints techniques (catégorie C)

AGRICULTURE

- 4-7-74 — Amouzou Kodjo (Jules), adjt technique d'agric. de 2^e classé 2^e échelon
 1-10-74 — Tiem Bawa (Faustin), adjt techn. d'agric. de 2^e cl. 1^{er} échelon
 23-1-76 — Hunlédé Mawuwoé Ekoué (Franck), adjt techn. d'agric. de 2^e cl. 1^{er} échelon
 23-1-76 — Wallace Lossou Mawuli (Emmanuel), adjt techn. d'agric de 2^e cl. 1^{er} échelon
 23-1-76 — Amedome Kokou Yovogan (Mathias), adjt techn. d'agric de 2^e cl. 1^{er} échelon
 4-8-76 — Atcheki Kwadzo Agbessi, adjt techn. d'agric. de 2^e cl. 1^{er} échelon
 5-8-76 — Bawa Aboudoulaye, adjt techn. d'agric. de 2^e cl. 1^{er} échelon.

Changement de corps

Arrêté n° 75-MJFPT du 31-1-77 — Mlle Akumah Mawuénya Hanou, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550), en service à la direction de l'enseignement depuis 1970 et qui a effectué un stage à l'I.N.A.S. de Paris, est rayée du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégrée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint-administratif de 2^e classe

1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) pour compter du 1^{er} février 1977 en application des dispositions de l'article 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Radiation

Arrêté n° 102-MJ-FP-T du 7-2-77 — M. Adjadji Kablè (Michel), maître d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à Lomé, est rayé des effectifs du personnel des maîtres d'éducation physique et sportive pour compter du 1^{er} novembre 1976 pour abandon de poste.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 67-MJ-FP-T du 31-1-77 — Mme Amegnizin Katé Ayélé (Eunice), sage-femme de 2^e classe 2^e échelon (indice 850) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, révoquée suivant arrêté n° 214/MFP du 9 mai 1969, est rappelée à l'activité et remise à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Retraite

Arrêté n° 88-MJ-FP-T du 20-1-77 — Les fonctionnaires désignés ci-après, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1977 :

Santé

Mensah (Alfred Moïse), médecin-inspecteur C.E.
 Kouvahe Folly (Joseph), infirmier d'Etat principal 1^{er} échelon
 Yerima Asma, infirmier d'Etat de 1^{ère} classe 3^e échelon.

Douanes

Dupuy Koffi (Louis Denis), agent de constatation principal C.E.
 Sossou Amavi (Marc), brigadier-chef 3^e échelon

Postes et télécommunications

Ahianor Kokou (Emmanuel Geoffrey), inspecteur en chef C.E.
 Martelot (Jean), agent d'exploitation principal 3^e échelon

Chemins de fer

Kodjo Kokou (Hermann), chef de station principal 3^e échelon
 Bedu Kwassi-Kouma (Vincent), ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon
 Géraldo Moutairou, ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon.

Eaux et Forêts

Agbo Attisso, préposé principal 1^{er} échelon.

Rectificatif

Rectificatif du 31-1-77 à l'arrêté n° 518-MJ-FP du 22-4-76 portant admission à la retraite

Au lieu de :

M. Lawson Latévi (Sébastien Sigisbert), secrétaire d'administration de 1^{ère} cl. 3^e éch. du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au haut commissariat au tourisme, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1977.

Lire

M. Lawson Latévi (Sébastien Sigisbert), secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au haut commissariat au tourisme, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1977.

Le reste sans changement.

**MINISTERE DE L'INFORMATION,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Nominations

Arrêté n° 1-Minfo-PT du 1/2/77 — M. Mamah Yaya, rédacteur en chef de la radiodiffusion est nommé rédacteur en chef de l'agence togolaise de presse, en remplacement de M. Sant'Anna Tazi qui demeure directeur adjoint de l'ATOP.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Nominations

Arrêté interministériel n° 2-MEN-MSPAS du 28-1-77 — Sont nommés «chefs de départements» à l'école nationale des auxiliaires médicaux, les professeurs ci-dessous désignés :

1. Département des infirmiers, infirmières

M. le Dr Bitho Sourouféi, est nommé « chef du département des infirmiers »

2. Département des laborantins

M. le Dr Hodouto Koffi-Kuma, est nommé «chef du département des laboratoires»

3. Département des assistants/tes d'hygiène

M. Amegee Kokou, ingénieur sanitaire, est nommé «chef du département des assistants d'hygiène

4. Département des Kinesi-thérapeutes

M. le Dr Heim Sepp, est nommé «chef du département des Kinesi-thérapeutes

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 33-MEN-RS du 8-2-77 — Mlle Mensah Adjatougbe Akouavi, aide comptable permanente 5^e catégorie échelle A, engagée par décision n° 2176-MJ-FP-T du 19 octobre 1976, est nommée comptable et billeteur au centre de formation d'institutrices de jardins d'enfants de Kpalimé.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL ET DE LA REFORME
ADMINISTRATIVE**

Autorisations de virement et de paiement

Décision n° 10-MP-DGPD-SFCEP du 21-1-77 — Est autorisé le virement en faveur de l'office national du tourisme à Lomé, à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo à Lomé sous le n° 96, de la somme de seize millions (16.000.000) de francs cfa représentant le fonds de roulement pour les hôtels - campements de Pagouda, Bas-sar, Niamtougou et Naboulgou.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement 1976 titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique a (cf n° 243-76 du 29 octobre 1976).

Décision n° 11-MP-DGPD-SFCEP du 26-1-77 — Est autorisé le virement en faveur de l'Office National des Produits vivriers (Togograin), à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo à Lomé sous le n° 008, de la somme de vingt deux millions (22.000.000) de francs cfa représentant la dotation spéciale pour la campagne d'achat de céréales pour l'exercice 1976-1977.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1975 — titre III — chapitre 7 — article 3 — paragraphe 1 — rubrique a (cf n° 266-76 du 27-12-76).

Décision n° 13-MP-DGPD-SFCEP du 1-2-77 — Est autorisé le paiement au profit de la Société Togolaise de Marbrerie et de Matériaux (SOTOMA), à son compte ouvert à l'UTB Lomé sous le n° 60.181, de la somme de neuf millions deux cent quarante mille (9.240.000) francs représentant règlement facture pour fourniture de marbre pour son excellence Jean Bédél Bokassa, président à vie de la République centrafricaine.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1975 — titre II — chapitre 10 — article 1 — paragraphe 1 — rubrique a.

Décision n° 15-MP-DGPD-SFCEP du 1-2-77 — Est autorisé le virement au profit de la confédération nationale des travailleurs du Togo (C.N.T.T.), à son compte ouvert à l'U.T.B. à Lomé sous le n° 50.127, de la somme de un million (1.000.000) de francs cfa représentant une aide spéciale destinée à couvrir les dépenses occasionnées par l'inauguration de la Bourse du Travail.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1976; titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique a.

DIVERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Admissions en stage

Décision n° 263-PR-MDN du 29-12-76 — Le caporal-chef Bouraima Taïrou du 1^{er} régiment interarmes togolais à Lomé est admis à suivre le stage préparatoire au CT1 mécanicien armement classique et machines de bureaux à l'école supérieure d'application du matériel à Bourges (France) du 3 janvier au 22 avril 1977.

Il reçoit application de la décision n° 44-PR-MDR en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce militaire togolais à destination de Bourges (France) — vols RK 513 et UT 842 du 30 décembre 1976.

Décision n° 264-PR-MDN du 29-12-76 — Le soldat de 2^e classe Tchaa Kouyaféi de l'escadrille nationale togolaise à Lomé est admis à suivre le stage B. E. 54.54 "véhicules" à la base aérienne 726 de Nîmes (France) qui se déroulera à compter du 3 janvier 1977.

Il reçoit application de la décision n° 44-PR-MDN en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce militaire togolais à destination de Nîmes (France) — vols RK 511 et RK 030 du 28 décembre 1976.

Décision n° 266-PR-MDN du 29-12-76 — Le sergent-chef Ametepe Kwame du 1^{er} régiment interarmes togolais à Lomé est admis à suivre le stage préparatoire au C. T. 2 "monteur frigoriste" qui se déroulera à l'établissement de réserve général du matériel des subsistances de Saint-Cyr l'école à compter du 3 janvier au 10 juin 1977.

Il reçoit application de la décision n° 44-PR-MDN en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce sous-officier togolais à destination de l'E. R. G. M. S. de Saint-Cyr (France) — vols RK 515 et RK 032 du 30 décembre 1976.

Décision n° 267-PR-MDN du 29-12-76 — Les militaires des forces armées togolaises dont les noms ci-dessous, sont admis à suivre respectivement les stages :

— sergent N'Gnama Tési (BAT-télégraphiste du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1977).

— matelot Fikou Banningty (BE-mécanicien du 1^{er} janvier au 1^{er} mars 1977).

— matelot Mouzou Tési (BE-timonier du 4 janvier au 29 avril 1977) à Saint-Mandrier (France).

Les intéressés reçoivent application de la décision n° 44-PR-MDN en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ces militaires togolais à destination de Marseille (France) — vols RK 511 et RK 030 du 28 décembre 1976.

Décision n° 268-PR-MDN du 29-12-76 — Le caporal-chef Mama Assoumaïla du 1^{er} régiment interarmes togolais à Lomé est admis à suivre le stage préparatoire au CT1 "comptable du service du matériel" (MAT) qui se déroulera au centre d'instruction du service du matériel n° 2 à Chateauroux (France) du 3 janvier au 29 avril 1977.

Il reçoit application de la décision n° 44-PR-MDN en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce militaire togolais à destination de Chateauroux (France) — vol RK 515 et RK 032 du 30 décembre 1976.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Expulsions

Arrêté n° 8-INT-DSN du 27-1-77 — Il est enjoint au nommé Bouzoualde, prêtre catholique, de nationalité française, domicilié à Bassar de quitter le Togo dans un délai de quarante huit (48) heures.

Il est interdit à l'intéressé de réapparaître sur toute l'étendue de la République.

Arrêté n° 9-INT-DSN du 27-1-77 — Il est enjoint au nommé Khouri Hanna Fahim, de nationalité libanaise, domicilié à Lomé de quitter le Togo dans un délai de quarante huit (48) heures.

Il est interdit à l'intéressé de réapparaître sur toute l'étendue de la République.

Dissolution d'association

Arrêté n° 12-INT-SG-APA-PC du 31-1-77 — Est constatée à compter de ce jour la dissolution des associations dénommées Union Adja-Tado (U.A.T) et Alliance Adja.

Sont déclarés nuls et de nul effet les récépissés délivrés aux associations ci-dessus mentionnées.

Le directeur de la sûreté nationale et le chef de la cir. adm. de Nuatja sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 40-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 36%) au montant annuel de cent trente deux mille neuf cent quatre vingts (132.980) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. de Lima Dovi, gendarme 5^e échelon n° mle 421 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

M. de Lima Dovi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Adjoavi, née le 31 mars 1958
Améyovi, née le 5 novembre 1966
Akouavi, née le 30 octobre 1968
Yaovi, né le 18 décembre 1969
Koffi, né le 14 juillet 1972
Kossi-Mensan, né le 20 juillet 1975.

Arrêté n° 41-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent quatre vingt treize mille deux cent seize (193.216) frs. est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sogoyou Békéi Kpatcha, brigadier-chef de police 1^{er} échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

M. Sogoyou Békéi Kpatcha pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Talbihe, né le 28 juillet 1959
Bélékissè, née le 20 mai 1960
Palawé, né en 1960
Bézinaou, née le 3 janvier 1962
Tcha, né, le 28 mai 1963
Toyoyou, né le 18 juillet 1964
Paouilliné, née le 17 juillet 1967
Kadanga, né le 29 novembre 1967
Abalo, né le 13 février 1970
Kadanga, né le 31 octobre 1971
Iyé, née le 3 février 1972
Essodina, né le 23 décembre 1972
Mouzou, né le 30 décembre 1972
N'do, née le 13 janvier 1974
Aninam, née le 9 août 1976.

Arrêté n° 42-MFE-CR du 7-2-77 — L'arrêté n° 367-MFE-CR du 6 novembre 1974 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin aux ayants-cause de feu Cou-dakpo (Christophe), aide-sanitaire principal 2^e échelon et son rectificatif du 15 septembre 1975 sont modifiés de la façon suivante :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de Mme Amenuvor Akouvi (Josephine), chargée de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus en remplacement de Mme Agbassa Débi N'danou (Dorothée) décédée.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} juin 1976.

Arrêté n° 45-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de deux cent trente sept mille cinq cent quarante quatre (237.544) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Messan Tétévi Bénissan, adjudant 2^e échelon n° mle 193 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

M. Messan Tétévi Bénissan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Dédé, née le 3 décembre 1963
Koko, née le 7 mai 1967
Daté, né le 16 février 1969
Daté, né le 22 avril 1971
Mablé, née le 25 juin 1974
Madoé, née le 18 mars 1976.

Arrêté n° 47-MFE-CR du 7-2-77 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins de M. Kogbe Kwami (Benoît), aide sanitaire ordinaire 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 470, pourcentage 27%) décédé le 5 octobre 1974, ci-après désignés :

Adzo, née le 20 octobre 1957
Amivi, née le 1^{er} décembre 1959
Yao, né le 27 septembre 1971
Aku, né le 30 avril 1974

une pension d'orphelin fixée à six mille deux cent soixante douze (6.272) francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1974 et à sept mille deux cent douze (7.212) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1975.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par des textes en vigueur, seront versées entre les mains de M. Tsekpuia Koffi Mensah, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 49-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de trois cent trente huit mille cent vingt huit (338.128) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouvahe Agbégmigan (Marc), infirmier d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouvahe Agbégmigan (Marc) pour compter du 1^{er} janvier 1977, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :
Amégni, né le 10 octobre 1943
Adadé, né le 8 novembre 1946
Djidjogbé, né le 5 juillet 1951
Anani, né le 3 janvier 1953
Mawuena, le 1^{er} juin 1954
Dangnito, né le 28 février 1955.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatre mille cinq cent trente deux (84.532) francs pour compter du 1^{er} janvier 1977.

M. Kouvahe Agbégmigan (Marc) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Midodji, né le 4 septembre 1957
Kpatagnon, né le 19 mai 1958
Apoutato, né le 28 novembre 1961
Dodji, né le 2 décembre 1962
Mawusé, né le 7 janvier 1967
Sika, née le 13 septembre 1968.

Arrêté n° 50-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 36%) au montant annuel de quatre vingt douze mille soixante quatre (92.064) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nawanou Kokou Awanou, gendarme adjoint 5^e échelon n° mle 443 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

M. Nawanou Kokou Awanou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales, au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Samata, née le 10 avril 1957
Assétou, née le 6 février 1961
Séidou, né le 1^{er} mai 1963
Soumailatou, née le 13 juillet 1967
Rahinatou, née le 2 janvier 1971
Aboubakare, né le 3 septembre 1972
Adissa, née le 17 novembre 1974
Nangoti, né le 24 juin 1975
Dakou, né le 9 juillet 1975.

Arrêté n° 53-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de trois cent trente huit mille cent vingt huit (338.128) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yoholou Amégbo (André), contremaître 3^e échelon du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yoholou Amégbo (André) pour compter du 1^{er} janvier 1977, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :
Améyovi, née le 18 janvier 1947
Kwami, né le 21 août 1948
Adjowoa, née le 29 janvier 1951
Amavi, née le 9 février 1952
Ayawoavi, née le 26 août 1953
Akou, née le 26 juin 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatre mille cinq cent trente deux (84.532) francs pour compter du 1^{er} janvier 1977.

M. Yoholou Amégbo (André) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Afiawoa, née le 6 novembre 1959
Améyo, née le 16 juillet 1960
Fannamo, né le 10 mars 1965
Akakpo, né le 22 novembre 1969
Kodjo, né le 28 octobre 1974.

Arrêté n° 54-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de deux cent trente deux mille deux cent cinquante six (232.256) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Badohoun Akakpo (André), moniteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1976.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Badohoun Akakpo (André) pour compter du 1^{er} octobre 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignées :

awovi, né le 31 août 1946
Kékéli, né le 6 janvier 1949
Djifa, né le 7 mars 1951
Ablowoa, née le 5 mai 1953
Kouami, né le 16 juillet 1955
Abra, née le 14 janvier 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante huit mille soixante quatre (58.064) francs pour compter du 1^{er} octobre 1976.

M. Badohoun Akakpo (André) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Enyonam, née le 19 décembre 1961
 Gboma, né le 29 novembre 1963
 Koffi, né le 3 septembre 1965
 Blewoussi, née le 28 mars 1971
 Ayawavi, née le 19 juillet 1973.

Arrêté n° 56-MFE-CR du 7-2-77 — Une pension proportionnelle (pourcentage 36%) au montant annuel de cent deux mille deux cent quatre vingt douze (102.292) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Noglo Kwadzo, gardien cir. de 1^{ère} classe 6^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1976.

M. Noglo Kwadzo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Komla, né le 1^{er} décembre 1959
 Kwasi, né le 6 décembre 1959
 Mawutoè, né le 27 février 1961
 Mawusé, né le 17 mars 1964
 Mawusi, né le 20 juillet 1964
 Mawulé, née le 19 avril 1974
 Akua, née le 25 juin 1974
 Komi, né le 24 avril 1976
 Atsu, né le 26 octobre 1976
 Atsufé, née le 26 octobre 1976.

Terrain domanial

Arrêté n° 24-MFE-DOM du 26-1-77 — Il est concédé à M. Komlavi Senym Gonçalves, pharmacien, une parcelle de réserve administrative sise à Lomé Tokoin St Joseph, d'une contenance de 12a 78ca moyennant le prix de 383.400 francs (trois cent quatre vingt trois mille quatre cents frs) payable à la caisse du receveur des domaines à Lomé.

Le conservateur de la propriété et des droits fonciers requerra l'immatriculation au profit du concessionnaire après paiement du prix de la concession.

Le receveur de l'enregistrement — timbre — domaines et conservation foncière est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

Arrêté n° 25-MFE-AI du 26/1/77. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1976 ci-dessous.

BUDGET COMMUNAL

214 Sokodé patentes	98.798	
Ca/ patentes	9.879	
Licences	45.000	
Ca/licences	4.500	
		158.177
		158.177

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cent cinquante huit mille cent soixante dix sept francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 26-MFE-AI du 26/1/77. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

213 Lomé T.V.L.	1.370.901	
T.V.	719.851	
		2.090.752
		2.090.752

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions quatre vingt dix mille sept cent cinquante deux francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 27-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

171 Atakpamé patentes	932.197	
Licences	293.000	
		1.225.197
172 Notsé patentes	771.580	
Licences	360.000	
		1.131.580
173 Sokodé F.N.I.	23.552	
		2.380.329

BUDGET COMMUNAL

173 Sokodé T.V.L.	3.383.485	
174 Kpalimé patentes	226.661	
Ca/patentes	45.322	
		271.983
175 Atakpamé patentes	80.500	
Ca/patentes	16.100	
Licences	33.750	
Ca/licences	6.750	
		137.100
		3.792.568
		6.172.897

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions cent soixante douze mille huit cent quatre-vingt dix sept francs est fixée au 29 novembre 1976.

Arrêté n° 28-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

197 Lomé Patentes	5.350.339	
Ca/patentes	1.068.817	
Licences	308.770	
Ca/licences	61.750	
Taxe civique	64.500	
		6.854.176

198 Lomé T.V.L.	955.518	
T.V.V.	6.300	
T.V.	1.150.525	
	<u>2.112.343</u>	8.966.519

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions neuf cent soixante six mille cinq cent dix neuf francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 29-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

199 Lomé Patentes	1.620.764	
Ca/patentes	304.226	
Licences	321.000	
Ca/licences	64.200	
Taxe civique	3.000	
	<u>2.313.190</u>	
200 Lomé T.V.L.	8.690.219	
T.V.	4.237.960	
	<u>12.928.179</u>	15.241.369

BUDGET GENERAL

201 Lomé I.G.R.	446.440	
	<u>446.440</u>	
		15.687.809

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quinze millions six cent quatre-vingt sept mille huit cent neuf francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 30-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

202 Vogan Patentes	698.307	
Licences	244.000	
	<u>942.307</u>	

BUDGET COMMUNAL

203 Tsévié Patentes	361.446	
Ca/patentes	36.486	
Licences	95.000	
Ca/licences	9.500	
	<u>501.432</u>	1.443.739

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million quatre cent quarante trois mille sept cent trente neuf francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 31-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

204 Kpalimé T.V.L.	563.941	
T.V.	171.108	
	<u>735.049</u>	
205 Kpalimé T.V.L.	6.702	
T.V.	10.565	
	<u>17.267</u>	
206 Atakpamé T.V.L.	49.886	
T.V.	50.488	
	<u>100.374</u>	
207 Kpalimé T.V.L.	308.286	
T.V.	146.170	
	<u>454.456</u>	1.307.146

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million trois cent sept mille cent quarante six francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 32-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

208 Atakpamé T.V.L.	221.463	
T.V.	202.916	
	<u>424.379</u>	
209 Kpalimé T.V.	594.778	
T.V.	165.362	
	<u>760.140</u>	
210 Atakpamé T.V.L.	296.723	
T.V.	280.429	
	<u>577.152</u>	
211 Atakpamé T.V.L.	575.468	
T.V.	467.870	
	<u>1.043.338</u>	2.805.009

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions huit cent cinq mille neuf francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 33-MFE-AI du 26/1/77. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

212 Lomé Patentes	3.028.360	
Ca/patentes	605.648	
Licences	227.500	
Ca/licences	45.500	
Taxe civique	142.500	
	<u>4.049.508</u>	4.049.508

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions quarante neuf mille cinq cent huit francs est fixée au 3 janvier 1977.

Arrêté n° 34-MFE-AI du 26/1/77. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

126 Atakpamé B.I.C.	669.789	
B.N.C.	94.500	
I.G.R.	986.240	
		1.750.529
127 Amlamé B.I.C.	64.000	
I.G.R.	181.920	
		245.920
128 Badou B.I.C.	175.000	
B.N.C.	35.000	
I.G.R.	258.060	
		468.060
129 Notsé B.I.C.	103.642	
I.G.R.	158.280	
		261.922
130 Kloto B.I.C.	37.000	
	21.840	
		58.840
		2.785.271

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions sept cent quatre-vingt cinq mille deux cent soixante onze francs est fixée au 29 novembre 1976.

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 8050 R.T. appartenant à Monsieur W.S.Y. MUMORDZIE.

Pour première insertion, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 7449 de la République togolaise appartenant à la dame Adabunu V. Essie.

Pour première insertion